

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / AVRIL 2020 / N°488

Dossier

Les Lumières, à bout de souffle ?

Grand entretien avec

Kahina Bahloul

Exploitation sans frontières



Sommaire

488

avril 2020

Illustration de couverture © Olivier Miniato/Biosphoto

3 Édito

Du corps et de l'esprit.

SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

«Personne ne peut faire l'économie d'un travail spirituel»

Kahina Bahloul, première femme imame de France, prône la voie intérieure pour un meilleur ancrage dans la modernité. JULIE LUONG

10 Dossier

Les Lumières, à bout de souffle ?

Tout à la fois héritage historique, philosophie et art de vivre actuel, les Lumières vacillent parfois, obscurcies par les ennemis de la raison et de l'humanisme. Malgré les attaques et critiques, elles continuent d'éclairer de leur flamme vivante et évolutive la voie du progrès.



46 Libres ensemble

46 L'intersectionnalité, du concept au concret. Dans la vie sociale, et professionnelle en particulier, tenir compte des discriminations multiples pour mieux les endiguer devient un critère chaque fois plus pris en compte. CATHERINE CALICO

50 Laïcité, yallah! Avec entrain et nécessité, les laïques musulmans se rassemblent pour une meilleure représentativité. DJEMILA BENHABIB

54 Série «Décolonisation du regard», épisode 4. Arrêts sur l'histoire. La ville de Bruxelles et ses transports publics affichent les grands noms d'un passé peu reluisant. CYRIL WINTJENS

58 International

60 Exploitation sans frontières. Dans les champs du sud de l'Italie, la coopérative Barikama a un goût de yaourt, de légumes frais et d'émancipation. DARIO ANTONELLI et GIACOMO SINI

64 Croyants ou pas, tous égaux au boulot. Le Conseil de l'Europe a tranché : pas d'accommodements raisonnables pour les travailleurs européens. FRANÇOIS FINCK

67 Mexique : quand le «développement» nuit à la vie. Pour les communautés autochtones, résister aux mégaprojets d'extraction minière soutenus par l'État est une question de survie. MIREIA CRESPO

70 Culture

72 La photo, vecteur de lien social pour les réfugiés. Frédéric Moreau de Bellaing côtoie les migrants avec son objectif et le cœur sur la main. CATHERINE CALICO

75 Éduquées pour servir. Martin Provost se rit du temps où l'école catholique formait de parfaites épouses. FRÉDÉRIC VANDECASSERIE

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Que fait la police ?
LAURENT DE SUTTER

Du corps et de l'esprit

À l'heure d'envoyer ce numéro à l'imprimerie, le désormais nom de code le plus célèbre du moment – le Covid-19 – imprègne massivement l'actualité. Je dirais même toute notre société dans les moindres recoins, vu son implication directe sur notre vie quotidienne et certaines libertés usuelles. Personne ne peut à ce stade présupposer quelles seront les répercussions et avec quelle ampleur. Non seulement au niveau sanitaire, mais également quant à l'organisation de nos sociétés, quant aux réactions de la population, tant en matière d'adaptation à une crise aiguë qui, on le sait, peut générer des comportements humains aussi vertueux et généreux que pitoyables. Outre la série des *fake news* qui s'invite dans le débat, d'aucuns y voient un tremplin vers cet effondrement que plusieurs sociologues, écologues et économistes nous annoncent depuis plusieurs années. Effondrement, non pas dans le sens d'une fin du monde, mais bien d'un système qui ne fonctionne plus et qui s'effondre comme un soufflé au fromage, pour faire place à autre chose. Bien entendu, il serait vain, mais aussi dangereux, que ce nouveau système qui pourrait renaître des cendres de l'ancien fasse table rase de tout le passé de l'humanité. Ce serait faire fi de l'apprentissage nécessaire de nos erreurs. Manquer de recul, d'analyse, nous desservirait.

Mais si la raison est certes importante comme outil fondamental pour activer nos neurones avec une certaine efficacité, elle n'est pas la seule à devoir être sollicitée. Et le hasard faisant quelquefois bien les choses, la programmation du dossier dédié à l'esprit des Lumières dans ce numéro et les très riches analyses de nos différents collaborateurs ouvrent réellement des perspectives critiques quant aux enjeux de société qui sont issus de ce courant philosophique et culturel, avec un écho finalement très actuel. La critique constructive de ces différents articles permet de s'outiller intellectuellement pour analyser ce que nous vivons aujourd'hui. *Sapere Aude!* (Osez penser), se fonder son propre entendement : voilà ce que nous proposent les Lumières afin d'éviter la position de « grenouilles résignées », comme explicité dans l'un des articles. N'oublions cependant pas que le cerveau ne serait rien sans le corps et qu'à la dimension intellectuelle, il est nécessaire d'y associer ce qui fonde notre rapport plus charnel aux autres : l'empathie, le sentiment de solidarité et l'humanisme. ✦

Opinion

Les balles de la discorde

Depuis le début de la crise migratoire, rien ne va plus entre la Grèce et la Turquie, deux membres alliés au sein de l'OTAN. La guerre de propagande bat son plein. Témoignage depuis le terrain d'Angélique Kourounis, reporter pour différents médias européens.



© Bulent Kilic/AFP

«Blocs de béton, tranchées, énormes projecteurs, barrière de barbelés qui passe de 12,5 à 40 kilomètres, patrouilles renforcées le long de la frontière terrestre et maritime, mais aussi patrouilles militaires mixtes avec les agents de la Frontex, l'Agence de surveillance des frontières extérieures de l'Europe, Athènes se barricade par tous les moyens face à la nouvelle crise migratoire orchestrée par Ankara. Côté turc, on accuse, vidéos à l'appui, la Grèce de tirer à balles réelles sur les candidats à l'exil – sur la frontière terrestre le long du fleuve Évros, constituant la limite naturelle entre les deux pays ennemis –, de harponner les canots pneumatiques des migrants qui veulent rejoindre les îles et de tirer dans un même temps sur leurs zodiacs pour couler les embarcations. Côté grec, on accuse Ankara d'instrumentaliser les réfugiés en les amenant sur la frontière, de les armer de gaz lacrymogènes et de les pousser à la franchir à l'aide de cisailles qui leur sont fournies et de les empêcher de rebrousser chemin quand ils se rendent compte que, quand bien même ils passeraient, ils seraient renvoyés en Turquie, dépouillés et battus. Enfin, cette dernière est aussi accusée de harceler en mer les vedettes des gardes-côtes grecs afin de créer un accident mortel qui mettrait le feu aux

poudres. Problème: les vidéos fournies par Ankara n'ont pu être authentifiées par aucune agence de presse. Il y a bien eu au moins un mort et deux blessés sur le fleuve Évros par des balles tirées côté grec, mais la frontière est tellement floue qu'il est impossible de savoir qui a tiré: l'armée grecque, l'armée turque ou les nombreux groupes paramilitaires grecs? Seule une autopsie, qui prouverait l'origine des balles, pourrait déterminer les coupables. Mais il n'y en a pas eu. Ce que nous avons vu, en revanche, côté grec, ce sont des groupes paramilitaires – dont certains sont soutenus par le groupe néonazi grec Aube dorée –, effectuer des patrouilles armées musclées “pour aider l'armée”. Des membres qui y participaient nous ont confirmé qu'une fois arrêtés, ceux qui étaient pris étaient amenés à un point de rendez-vous, puis renvoyés en Turquie.

Nous avons également vu dans les poubelles du poste de police de Neo Chimonio, à Évros, beaucoup de chaussures usagées qui prouveraient la pratique illégale de confiscation des souliers des migrants, avant de les renvoyer. Interrogée, la police grecque nous a affirmé “ne pas être au courant de ces pratiques”. Par contre, le gouvernement grec – qui nie les accusations turques – a reconnu qu'il est possible que des balles en plastique aient été utilisées.»

Choix de vie, mort choisie

En dépénalisant dans certaines conditions l'euthanasie pour les adultes en 2002 et en l'étendant aux mineurs «capables de discernement» en 2014, la Belgique a fait figure d'avant-garde en matière de fin de vie. Un nouveau pas vient d'être tout récemment franchi, toujours vers plus de libre choix et de dignité pour celles et ceux dont les souffrances sont incurables : initialement réservée aux personnes majeures et conscientes formulant une demande «volontaire, réfléchie et répétée» examinée par trois médecins, l'euthanasie se veut aujourd'hui plus accessible, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord grâce à la suppression du délai de validité de la déclaration anticipée, jusqu'à présent limité à cinq ans. La réforme votée en séance plénière de la Chambre le 5 mars dernier porte ensuite sur l'interdiction des clauses de conscience collectives dans les hôpitaux et modifie enfin également les délais pour traiter la demande. Dorénavant, le médecin disposera de sept jours au maximum pour rendre sa décision d'effectuer ou pas une euthanasie, ce délai prenant cours lors de la première formulation. Et en cas de refus éventuel, le médecin a l'obligation de renvoyer vers l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, par exemple, afin que le patient ou la personne de confiance puisse être guidé dans les démarches à effectuer. Un parcours moins long et moins pénible pour rester maître de sa vie jusqu'à la mort. (ad)

Une mine d'or et de liberté

Accusés à tort de rendre les jeunes – et moins jeunes – accros, violents, voire carrément stupides, les jeux vidéo cachent bien des surprises derrière leur frivolité apparente. Les concepteurs suivis par les académiques en ont fait un objet d'étude on ne peut plus sérieux. Et Reporters sans frontières vient de redorer le blason du plus célèbre jeu vidéo de construction et d'aventures, à savoir Minecraft. À l'occasion de la dernière journée internationale contre la censure sur Internet, l'ONG a lancé une gigantesque bibliothèque virtuelle afin d'offrir aux joueurs de certains pays pratiquant la censure en ligne l'accès à des articles habituellement censurés. Le projet est présenté sur le site UncensoredLibrary.com. Les vingt-quatre constructeurs du studio BlockWorks ont donc travaillé d'«arrache-doigt» pendant trois mois, soit 250 heures de crafting, pour assembler les 12,5 millions de blocs de cette bibliothèque libre virtuelle. Dans ses rayons, les joueurs de Minecraft peuvent trouver les articles de cinq journalistes (un Égyptien, un Mexicain, un Saoudien, une Russe et un Vietnamiens «interdits, emprisonnés, exilés, voire tués» pour leurs écrits. Remonté à bloc contre la censure, Minecraft ! (ad)

Tout mais pas un athée !

Le fait que l'actuel président américain soit guidé spirituellement par un conseil évangélique consultatif constitué de pas moins de vingt-quatre «grandes figures de l'évangélisme blanc conservateur» ne semble pas poser le moindre problème outre-Atlantique. Une politique guidée par Dieu, comme celle de Ronald Reagan avant lui, non plus. Par contre, être athée semble être «le plus gros des handicaps pour un candidat à la présidentielle» aux États-Unis, selon un récent sondage téléphonique réalisé auprès de 2 000 Américains et rapporté par Pew Research Center. Un peu plus de la moitié des Américains sont en effet moins susceptibles de voter pour un candidat qui «ne croit pas en Dieu» que pour un candidat qui affiche clairement ses croyances, peu importe la religion d'ailleurs. 41 % des personnes sondées sont insensibles à la question, tandis que seulement 6 % sont davantage enclins de voter pour un non-croyant. «Laïcité», *you said?* (ad)

« Personne ne peut faire l'économie d'un travail spirituel »

À 41 ans, Kahina Bahloul est la première femme imame de France. Son approche de la religion musulmane, imprégnée de soufisme, met l'accent sur le travail intérieur. Sans ce retour à soi, affirme-t-elle, l'humain ne peut que se réfugier dans le dogme, la norme et la violence.

Propos recueillis par Julie Luong
Journaliste

Voix posée, maintien de danseuse et bijoux délicats, Kahina Bahloul a des allures de jolie Parisienne dans le vent, aux antipodes des stéréotypes lancinants, voilés de noir, de la femme musulmane. Née en 1979 d'un père algérien kabyle et d'une mère française, la jeune femme a passé sa jeunesse à Alger avant de revenir en France pour y travailler comme cadre dans le secteur des assurances. Elle développe ensuite un intérêt pour le soufisme, en particulier pour la pensée d'Ibn Arabi, théologien et poète soufi du XII^e siècle. En 2019, elle devient la première imame de France, ce qui lui vaut de vives critiques de la part des salafistes. Mais Kahina, telle la reine berbère dont elle porte le prénom, avance avec la sérénité et la force de celle qui ne doute pas d'être sur la juste voie. Représentante d'un islam libéral, au même titre que la femme rabbin Delphine Horvilleur l'est d'un judaïsme libéral, Kahina Bahloul promeut un mouvement religieux réformateur, qu'elle estime non seule-

ment compatible avec la modernité et l'évolution de la place des femmes, mais nécessaire à cette modernité, en proie à un infime déficit de spiritualité. Elle espère même ouvrir prochainement une mosquée mixte et inclusive, baptisée Fatima, un lieu de culte différent, où hommes et femmes pourraient prier côte à côte.

Deux événements semblent avoir marqué un tournant dans votre vie spirituelle : le décès de votre père et les attentats de 2015, est-ce bien cela ?

Pendant ma jeunesse en Algérie, j'ai étudié le Coran, la jurisprudence musulmane. À la suite du décès de mon papa en 2010, j'ai commencé à m'intéresser au soufisme de beaucoup plus près : j'étais dans un besoin de réponses à des questions existentielles. Les attentats, eux, ont ravivé une blessure, quelque chose que j'avais vécu en Algérie pendant la période de la décennie noire (guerre civile algérienne, de 1991



« Quand on est une pionnière, il faut s'attendre à être critiquée et menacée. »

à 2002, NDLR). Ils ont aussi conforté ma démarche personnelle, qui était de passer d'un vécu religieux ancré dans le ritualisme à quelque chose de plus intériorisé, permettant d'accomplir un véritable travail de transformation sur soi. Avec les attentats, j'ai réalisé que beaucoup de jeunes étaient enfermés dans une compréhension de la religion complètement dogmatique, mais aussi très violente puisqu'ils n'ont jamais été éveillés à la spiritualité. Le fait d'être coupé de son intériorité, de ne pas comprendre que l'être humain doit effectuer un travail sur sa façon d'être au monde a fait d'eux des proies très faciles pour ces idéologies.

Le travail de l'âme n'est pas très à la mode. On accepte, au mieux, d'aller voir un psy, n'est-ce pas ?

Nous vivons dans une époque difficile, mais où nous avons incontestablement atteint une certaine aisance matérielle. L'accumulation de biens permet

d'obtenir la satisfaction immédiate des désirs: c'est la voie de la facilité. De nombreuses personnes pensent que l'accumulation de petits plaisirs quotidiens peut suffire à remplir une vie, mais beaucoup se rendent compte au bout d'un certain temps qu'ils sont en fait passés à côté de leur vie. Vous marchez dans la rue: tout est fait pour vous subjuguier et vous détourner de vous-même, de l'éveil à votre intériorité. Or un individu qui a conscience de son être, et conscience de l'importance de ce travail d'éveil, est forcément un élément positif et constructif pour la société. Mais bien sûr, amener quelqu'un à accomplir un cheminement spirituel ne se fait pas du jour au lendemain. Il me semble néanmoins que personne ne peut faire l'économie de ce travail. Quand on veut passer outre, on devient une proie pour toutes les manipulations possibles, tous les endoctrinements.

La quête d'intériorité passe parfois pour une énième manifestation de

l'individualisme, mais vous suggérez ici qu'elle permet de se relier aux autres ?

Absolument. Le soufisme, qui est la voie ésotérique et spirituelle de l'islam, permet de sortir de ce monde qui nous conduit le plus souvent à éparpiller notre attention. Or cela se fait précisément par l'intermédiaire d'un guide spirituel, grâce à l'effet «miroir» qu'il produit : l'autre nous renvoie quelque chose de nous-mêmes et nous permet d'aller plus loin dans la connaissance de soi. Pour le soufisme, nous ne sommes que les incarnations dans le monde matériel des attributs divins.

Ni à être un instrument de pouvoir ?

Non, ou alors un instrument de pouvoir sur soi. Le soufisme est encore très vivant dans l'islam aujourd'hui. Mais ce qui lui a fait beaucoup de mal, c'est le wahhabisme et le salafisme, des doctrines non pas ésotériques, mais exotériques, qui se limitent à une approche extérieure et normative de la religion, avec les conséquences dramatiques qui vont avec. Non seulement on a vidé l'islam de sa composante spirituelle, mais nous sommes aussi dans un formalisme exagéré. À force d'avoir atrophié notre développement intérieur, il y a une sorte d'inflation de l'extérieur, de la normativité.

En 2019, vous êtes devenue la première imame de France, suivant notamment l'exemple de la Danoise Sherin Khankan. Vous avez écrit dans *Les Cahiers de l'islam* : «Aucun argument émanant du Coran ni de la sunna ne peut être sérieusement avancé pour invalider ou rendre illicite l'imamat des femmes.»

La France compte la plus grande communauté musulmane d'Europe. Et pourtant, il n'y avait jusqu'à récemment pas de femmes imames. Cela me semble révélateur d'une orientation particulièrement conservatrice de l'islam de France. Même en Chine, depuis le XVIII^e siècle, il y a des femmes imames, même si elles font partie de communautés exclusivement féminines. Aux États-Unis, il y a aussi plusieurs imames. Dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, c'est impensable.

L'imamat des femmes et plus généralement l'évolution du rôle des femmes dans la société vous semblent-ils essentiels pour rétablir cet équilibre entre l'ésotérisme et l'exotérisme, l'intérieur et l'extérieur ?

Complètement. La norme a souvent été l'apanage des hommes dans nos sociétés et a conduit à contenir la femme dans la sphère privée. Si on adopte une lecture beaucoup plus spirituelle de la religion, cela donne naturellement beaucoup plus de place à la femme, laquelle est non seulement l'égale de l'homme, mais aussi son autre moitié. Dans la spiritualité, le masculin et le féminin sont deux principes qui se complètent. Si l'un n'est pas compris à sa juste valeur, cela crée forcément un déséquilibre.

Tout le monde n'apprécie pas vos prises de position libérales. Vous avez été la cible d'insultes sexistes, antisémites – votre grand-mère maternelle était juive polonaise –, on vous a qualifiée de « sorcière ». Vous avez même reçu des menaces de mort. Vous tenez bon ?

La sorcière, c'est à cause de mon prénom. Kahina, dans l'histoire du Maghreb, est une reine berbère qui s'est battue contre les Omeyyades. Ils lui ont donc donné ce surnom qui signifie «oracle» ou «prêtresse», car ils ont été profondément déstabilisés par sa force. Certains anthropologues ont même parlé de matriarcat à son propos. Je suis très fière de ce nom. Quand on est une pionnière, il faut s'attendre à être critiquée et menacée. Je passe outre, car je suis convaincue d'être dans la bonne voie. Je crois au contraire que les personnes qui m'attaquent sont dans l'ignorance, qu'elles n'ont jamais été éveillées à faire un travail sur elles-mêmes, à accepter l'altérité. Mais oui, quand je lis des messages extrêmement violents sur les réseaux sociaux, ce sont des moments difficiles. Toutes ces postures de rejet envers les femmes qui ont l'audace de prendre une place qui ne leur est pas donnée par le patriarcat, le pouvoir en place, montrent que certains pensent encore pouvoir imposer un schéma hégémonique et dicter une vérité monolithique. À mon sens, cela révèle un profond manque d'amour de soi.

Vous ne portez pas le voile et vous avez montré que l'assignation des femmes à porter une tenue particulière n'était pas fondée sur les textes.

Cette assignation a fait du corps de la femme un objet central, la source des désirs comme du mal. Cela a créé une culpabilité énorme chez les musulmanes. J'ai encore reçu récemment un message d'une femme qui me disait : «Je ne vous remercierai jamais assez : grâce à vous,

je peux sortir en rue en jean ou en robe et me sentir une bonne musulmane.» Mais il faut faire attention : la liberté de la femme est toujours compromise entre les extrêmes. On ne peut pas non plus dire, comme l'extrême droite : «Enlevez ce voile que je ne saurais voir.»

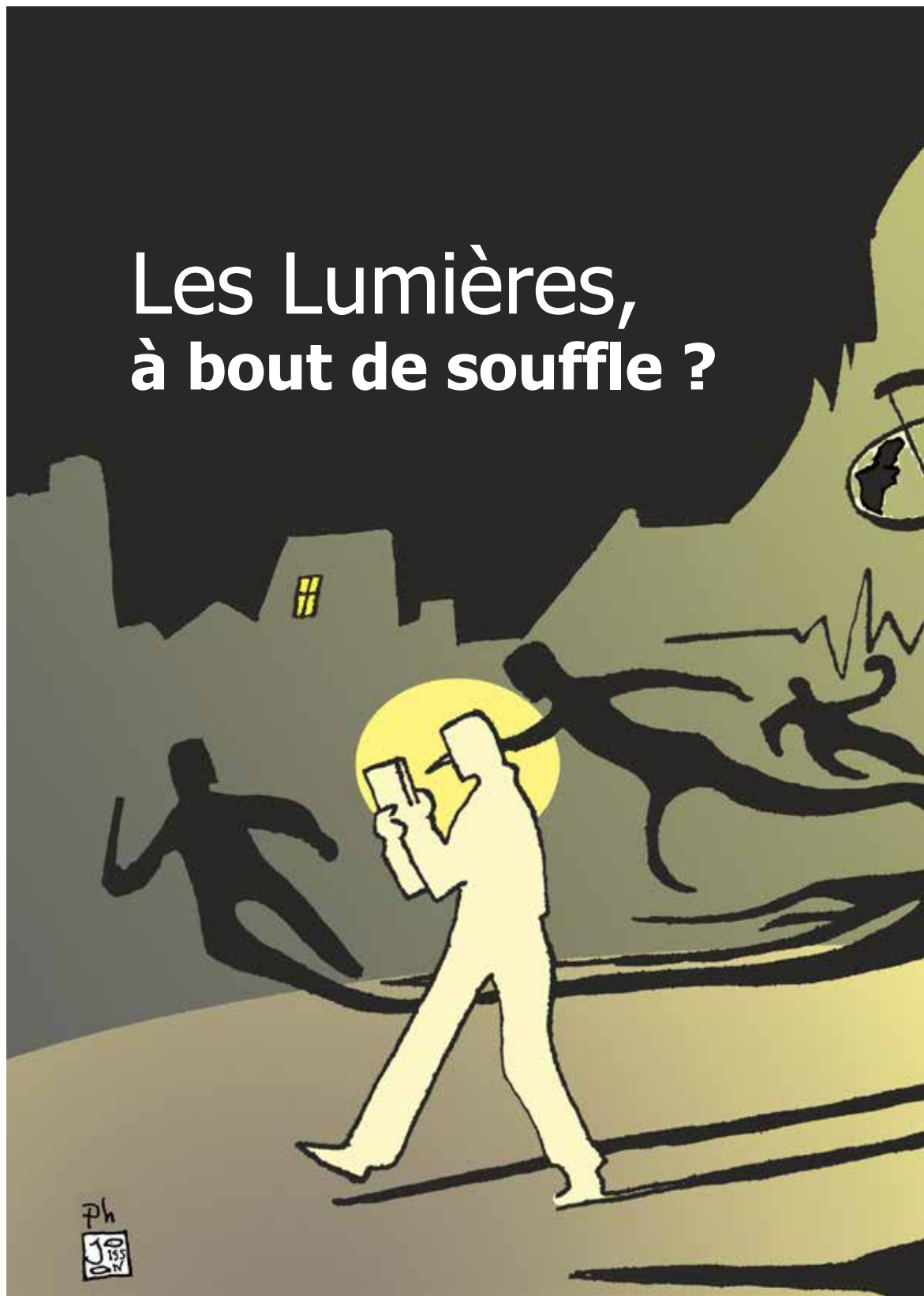
Comment devient-on imame ?

Dans la religion musulmane, il n'y a pas de clergé, pas d'organisation avec une autorité centrale comme dans la religion catholique. Il n'existe pas d'intermédiaire hiérarchique avec Dieu. Cela facilite les choses. Donc, la première condition, ce sont les connaissances. La deuxième, c'est d'avoir une communauté qui vous reconnaît comme telle.

Ce magistère est-il compatible avec l'ensemble des aspects possibles d'une vie de femme ?

Je n'ai pas encore d'enfant, je ne suis pas encore mariée, mais ce ne serait pas du tout incompatible. Les autres femmes imames dans le monde sont nombreuses à être mariées et mères. Ce que je trouve beau dans la religion musulmane, c'est justement qu'elle reconnaît l'être humain dans sa complexité. Pourquoi la religion serait-elle le lieu où un être humain doit être coupé de l'une des dimensions de son être ? On a tendance à croire que toutes les religions ont une dimension sacrificielle, mais ce n'est pas le cas, en particulier quand on est dans une voie spirituelle. Personnellement, je ne ressens aucun antagonisme : la spiritualité m'aide précisément à m'ancrer dans la vie contemporaine. ✨

Les Lumières, à bout de souffle ?





Dans le monde francophone, avec la France en avant-garde, la pensée des Lumières constitue un héritage fondamental. S'en revendiquent toutes celles et tous ceux qui prônent un humanisme axé sur le progrès, la raison et la liberté, en dignes dépositaires de leurs ancêtres ayant combattu les oppressions religieuses et politiques, l'arbitraire et l'obscurantisme. Ce mouvement philosophique et culturel bénéficie d'une aura positive sous nos contrées depuis le XVIII^e siècle, mais aujourd'hui, d'aucuns estiment qu'il est en danger. Que ses idéaux sont bafoués par des groupes dont les valeurs s'affirment à contre-courant de celles défendues par cet héritage, d'une part, alors que d'autre part, certains estiment que la critique de l'esprit des Lumières est essentielle face à son européocentrisme, qui éluderait les revendications et oppressions subies par des minorités invisibilisées jusque récemment. Une critique certes audible, mais qui peut s'avérer réductrice, car l'esprit des Lumières ne se résume pas à un dogme précis et unique. Il est polymorphe et précisément inducteur d'un esprit critique. Comme le commente l'historien Antoine Lilti dans notre dossier, «les Lumières ne sont ni une doctrine philosophique ni même un programme réformateur, mais un mouvement intellectuel polyphonique et profondément réflexif, dont les tensions et les failles sont autant d'enjeux qui accompagnent l'entrée dans le monde moderne». (se)

Variations sur les Lumières

En 1784, dans un article resté célèbre, le non moins illustre Emmanuel Kant tâchait de répondre à la question : « Qu'est-ce que les Lumières ? » Près de deux siècles et demi plus tard, l'interprétation du concept a évolué avec le monde. Et à l'autre bout, l'obscurantisme aussi.

Par Brice Droumart
Animateur et formateur au Pôle Philo - Laïcité Brabant wallon

« Les Lumières se définissent comme la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans être dirigé par un autre. Elle est due à notre propre faute lorsqu'elle résulte non pas d'une insuffisance de l'entendement, mais d'un manque de résolution et de courage pour s'en servir sans être dirigé par un autre. *Sapere aude!* Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Telle est la devise des Lumières. »¹

Dans une société où le carnaval d'opinions montre que la bêtise semble bien mieux partagée que la raison, comment interpréter cette définition ? D'autant que cet autre dont parle Kant, c'est peut-être moi, ou vous, ou pire encore eux, les autres, cette masse infâme, innommable et abrutie par le pouvoir, qu'il soit religieux, économique, politique, social. Les coupables sont connus et ils sont à craindre : l'indifférent qui change de trottoir, le turpide qui feint l'ignorance, l'irr-

fléchi qui cherche à blâmer plus qu'à comprendre. Mais surtout les fagotiers qui préfèrent à la lumière des réverbères l'obscurité de leurs croyances, de leurs préconceptions. Ces gens-là qui jugent plus vite qu'ils ne pensent. Finalement tous ceux qui se délectent de l'abrutissement au lieu de le combattre. Posons la question qui fâche : les Lumières sont-elles éteintes ? Ou du moins le sont-elles à tous les étages, de tous les points de vue ?

Liberté, égalité, solidarité, tolérance, justice... Ces valeurs dites des Lumières suffisent-elles à répondre aux enjeux d'une humanité en transition, en migration, en guerre, en sursis pour les plus alarmistes ? Le philosophe a raison : osons savoir ! Alors, faisons preuve de courage et de résolution, interrogeons la pertinence (pour certains) de cette impertinence (pour d'autres) qui pose comme une évidence que seule la raison parviendrait à unir l'humanité derrière des valeurs partagées puisque universelles.

¹ Emmanuel Kant, *Réponse à la question « Qu'est-ce que les Lumières ? »* (1784).



La raison, et après ?

Les Lumières du XVIII^e siècle ont participé largement à la recreation d'un sujet tourné vers lui-même qui a fait du monde une totalité de laquelle il s'est extrait pour mieux soumettre son environnement à ses ambitions de progrès. Provoquant par la même occasion l'exacerbation d'identités centrées sur des projets personnels dont l'ambition détermine le rapport au monde

selon les modalités du vivre seul plutôt qu'ensemble. L'homme des Lumières depuis le XIX^e siècle «se constitue pour soi par son activité pratique, parce qu'il est poussé à se trouver lui-même dans ce qui lui est donné immédiatement, dans ce qui s'offre à lui extérieurement. Il y parvient en changeant les choses extérieures, qu'il marque du sceau de son intériorité et dans lesquelles il ne retrouve que ses propres déterminations. L'homme agit ainsi, par sa liberté de sujet, pour ôter au monde extérieur son caractère farouchement étranger et pour ne jouir des choses que parce qu'il y retrouve une forme extérieure de sa propre réalité.»²

Que dire de cet individu cartésien qui s'affirme déjà au XVII^e siècle comme sujet face à l'être par sa pensée. Certes, il était nécessaire de désenchanter le monde, de libérer les consciences des dogmatismes et de remettre l'individu au centre de ses perspectives, de ses interprétations. Mais de quoi ce centre doit-il être le nom ? Certainement plus d'une belle totalité figée. Le monde ne se suffit peut-être plus de la raison. Il nous faut réinterroger notre rapport à l'événement du

² Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Esthétique, Introduction*, II (posthume, 1835).

Il ne s'agit pas de copier-coller un référentiel dont la prétention à l'universalité nous sauverait d'une réactualisation.

La pensée critique, premier moteur de l'exercice de la raison, doit s'appliquer.

dedans et éviter l'idolâtrie qui consisterait à faire de la raison individuelle un idéal de progrès, un absolu. Plutôt que de chercher à sauver ce héros tragique, peut-être nous faut-il admettre qu'à se poser la question de ce qu'elles sont, les Lumières du XXI^e siècle troublent leurs modes de fonctionnement par une conception anachronique d'un idéal dévoyé.

Tomber les œillères

Si la lumière n'est pas donnée avec le monde, comment la conquérir alors que nous ne pouvons «regarder au-delà de notre angle»³? Puisqu'il ne s'agit plus de résorber le hiatus entre moi et mon alter ego jusqu'à la noyade tel un Narcisse, Alice ne devrait-elle pas traverser le miroir? Parce que la vie humaine reste une manière d'«être» et non l'expression d'une «essence», n'est-il pas temps de varier les conditions d'écoute de l'orchestre que nous sommes, à la recherche d'indices narratifs sur nous-mêmes? La tâche du comprendre n'est-elle pas d'«élaborer les projets justes et appropriés à la chose, qui en tant que projets

sont des anticipations qui n'attendent leur confirmation que des “choses elles-mêmes”?»⁴ Ceci alors que loin d'avoir un rapport aux choses même, l'homme de ce siècle s'entretient selon la formule de Cassirer, en quelque sorte, avec lui-même.

Il ne s'agit pas de copier-coller un référentiel dont la prétention à l'universalité nous sauverait d'une réactualisation. La pensée critique, premier moteur de l'exercice de la raison, doit s'appliquer comme méthode à ce qui fait le contenu d'une pensée en mouvement. Nous pourrions, par exemple, affirmer que ma liberté ne peut plus s'arrêter où commence celle de l'autre, mais se doit de commencer avec l'aveu des libertés naissantes pour chacun. La contrainte de la responsabilité aux libertés de tous, voilà le sens de la liberté qui ne pourrait plus être que collective. La rencontre deviendrait alors principe d'individuation; la différence, moteur d'accueil, d'éthique et de communication.

C'est en déconstruisant les clichés et les ambitions comme autant de reflets que le réel se dévoile sous les masques portés. Prendre conscience de cette malice du réel, c'est assumer que naisse une différence sans fond entre moi et l'autre, c'est aller au-delà du degré zéro de la représentation que serait l'identité comme enfermement. À penser que les Lumières sont la cause dont la liberté serait l'effet, que cherchons-nous à sauver? L'illusion de notre liberté ou l'ineffabilité de nos déterminismes? Quelle ironie: la Lumière ne s'inventerait-elle que comme élection? ♣

3 Frédéric Nietzsche, *Le Gai Savoir* (1882).

4 Hans-Georg Gadamer, *Vérité et Méthode* (1960).

La longue marche du flambeau

Les Lumières, en prônant l'émancipation de l'individu par l'usage critique de la raison, ont catalysé l'organisation de la laïcité en Europe.

Par Guillaume Lejeune
Animateur - CAL/Charleroi

Après un rôle politique indéniable de l'Église durant tout le Moyen Âge, l'édit de tolérance en 1781 contribue à l'abolition des privilèges du clergé. Ce qui conduit, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789, à la mise en avant de la valeur intrinsèque de l'homme indépendamment du religieux. C'est sur cette valeur qui vise à garantir la liberté, l'égalité et la solidarité de tout un chacun, que la laïcité contemporaine se fonde. Son principe de base est celui de la séparation du politique et du religieux. Avec la laïcité, on rejette tant la théocratie que le césaropapisme. L'État n'est plus l'instrument d'un projet religieux et le pouvoir politique ne peut plus utiliser le religieux pour asseoir ses fins.

Il s'agit d'une part de garantir l'intégrité de l'individu face aux pressions communautaires et, d'autre part, de rendre impartial l'espace public afin que les hommes puissent dialoguer entre eux, et construire ensemble leur avenir. On a alors la garantie d'une autodétermina-

tion de l'homme sur le plan individuel et collectif. À ce titre, la laïcité permettrait aux Lumières de se réaliser, si l'on considère avec de Condorcet que «ce qui, à chaque époque, marque le véritable terme des Lumières, n'est pas la raison particulière de tel homme de génie [...], mais la raison commune des hommes éclairés.»¹

Fille des Lumières ?

La laïcité organisée, en donnant un cadre juridique à la liberté de tout un chacun de décider de son sort et en luttant contre les vestiges des visions communautaristes qui continuent à grever le corpus législatif, a en tout cas contribué à asseoir l'idéal universaliste des Lumières. Elle a eu pour effet un certain nombre d'avancées en matière de droits, notamment en ce qui concerne l'avortement, l'euthanasie, la perception de la communauté des LGBTQI, etc.

Il reste qu'il s'en faut de beaucoup pour que ces avancées en matière de

¹ Nicolas de Condorcet, «Sur l'instruction publique» (1790), dans *Œuvres*, Paris, Didot, 1847, tome 7, p. 209.

droit se traduisent dans les mœurs. D'aucuns jugent que, si une femme a par exemple le droit de se faire avorter, elle devrait ne pas le faire. Le principe d'autodétermination reste mal compris. Selon ce principe, on peut décider de ce qui est bon pour soi, mais on n'a pas le droit de décider pour un autre ce qui est bon ou mauvais pour lui. Une telle incompréhension se retrouve aussi parfois du côté de certains «laïques» qui considèrent que, si une femme veut porter le voile, elle ne peut être considérée comme émancipée.

Quand elle prend la place du sujet concerné au lieu de lutter contre ceux qui veulent prendre sa place, la laïcité perd sa confiance universaliste dans la faculté qu'a tout humain à être l'auteur de ses choix. Elle oublie que l'homme est, ainsi que le pensait Rousseau, un être «perfectible» capable d'achever de se faire en se distanciant de son état initial. Elle apparaît alors moins comme une «déontologie» visant à garantir le droit et les moyens pour tout un chacun de pouvoir s'autodéterminer que comme un corpus de dogmes positifs comparables à ceux des religions. Si l'on veut que la laïcité issue des Lumières n'apparaisse pas comme l'expression d'une communauté de laïcards, mais comme une valeur universaliste, il faut que l'idéal des Lumières continue à transparaître en elle.

La raison pour guide

Or les Lumières, à en croire Kant, c'est à la fois quelque chose comme

La vigilance qui s'impose aux laïques porte aujourd'hui sur un large éventail de dangers. On ne peut dès lors que se réjouir du fait que la laïcité organisée se soit ouverte à toutes ces questions de société, quitte à modérer sa position à l'endroit du religieux.

un phénomène culturel et quelque chose comme une exigence éthique que l'on se donne à soi-même. Comme phénomène culturel, les Lumières ont essaimé dans nos institutions. Mais si l'on a une culture de la laïcité, on n'a pas nécessairement des hommes à la hauteur des droits acquis. Kant dit, pour son temps, qu'on vit à une époque des Lumières, mais qu'il s'en faut encore de beaucoup que l'on soit éclairé. Il souligne alors l'exigence qu'a chaque homme de faire advenir les Lumières en faisant un «usage public de sa raison»².

Si la laïcité déblaye le terrain pour que la raison s'exerce, il faut que celle-ci le fasse et que les nouveaux foyers de l'irrationnel (le fanatisme, le sensationnalisme des *fake news*, le voyeurisme des réseaux sociaux) ou du déraisonnable (les thèses climatosceptiques, les théories du complot, etc.) soient battus en brèche

² Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?* (1784), Paris, GF, 1991, pp. 43-51.

par une humanité éclairée. Dans un cas, on fait des passions la norme exclusive de l'action, sans que la raison, fût-elle «l'esclave des passions» comme le pensait Hume, puisse les modérer. Dans l'autre, on abstrait des données que l'on relie indûment, en produisant l'apparence d'une vérité globale.

Mais si la raison peut produire ses propres illusions, la laïcité ne doit pas seulement défendre l'usage de la raison en lieu et place de la foi, elle doit aussi se montrer vigilante

positives, il nous paraît plus raisonnable de les relativiser et de les mettre en tension. Car un individu vidé de toute substance positive, indéterminé, sera la proie facile de la première idéologie venue. Un État où la religion serait supprimée, où les individus n'auraient plus d'intériorité, comme ce fut le cas dans le totalitarisme soviétique, n'est pas un État laïque, un État séculier, car dans ce cas, l'État, loin de garantir le choix privé de ses convictions, s'impose comme une religion à part entière³.



envers elle-même. Elle pourrait, dans son désir d'unifier l'expérience, être conduite à outrepasser les limites qu'elle se donne et poursuivre la volonté d'abolir l'emprise du religieux dans la sphère publique par celle de supprimer purement et simplement la religion.

Toutefois, si tel était le cas, ne risquerait-elle pas de conduire l'individu à devenir incapable de se déterminer ? Ne vaut-il mieux pas qu'elle oppose au déterminisme le «possibilisme» d'un milieu où le pluralisme des valeurs est la norme ? Plutôt que d'abolir les déterminations

La vigilance qui s'impose aux laïques porte aujourd'hui sur un large éventail de dangers. On ne peut dès lors que se réjouir du fait que la laïcité organisée se soit ouverte à toutes ces questions de société, quitte à modérer sa position à l'endroit du religieux. C'est en ayant le courage de réajuster son objet aux enjeux sociétaux que la laïcité continuera à servir les Lumières. ✦

3 Voir Tzvetan Todorov, «Laïcité», dans *L'Esprit des Lumières*, Paris, LGF, 2006, pp. 57-74.

Les habits neufs de la bête¹

Ils œuvrent plutôt du « côté obscur de la force ». Quelles idées se cachent derrière le masque tombant des anti-Lumières ? Le mouvement de ceux qui assument au grand jour un obscurantisme éhonté trouve ses racines dès le ^{xvi}^e siècle. Et de nos jours, les Lumières luttent contre une puissante éclipse.

Par Olivier Starquit
Maître en relations internationales et politique européenne - ULg

Ils s'inspirent tous des mêmes sources : le philosophe anti-Lumières Edmund Burke, le philosophe Johann Gottfried von Herder, l'historien Friedrich Meinecke et Oswald Spengler, sans oublier Roger Scruton et Alain de Benoist. Les anti-Lumières contemporains que sont Donald Trump, le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni UKIP et la N-VA rêvent d'un monde de nations et de régions souveraines et homogènes sur le plan ethnoculturel. Ils pensent tous que le monde actuel est dans une crise profonde mais aussi qu'une période dorée va surgir, à savoir une Renaissance, celle d'un Nouvel Ordre mondial qui ne repose pas sur les droits humains universels mais qui comprend des groupes humains organiques et homogènes sur le plan culturel. Ils utilisent au maximum l'économie numérique pour mettre sur le marché une idéologie spécifique où le renouvellement est principalement rhétorique.

Nouvelle droite anti-Lumières

Nous assistons à l'heure actuelle à une redéfinition de la droite qui s'inspire d'Alain de Benoist, fondateur du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne. Les tenants de la nouvelle droite veulent, en réaction à Mai 68, une nouvelle narration du combat politique, culturel et idéologique mené depuis deux siècles contre les Lumières qui se traduit par « une nouvelle modernité qui ne repose pas sur les droits humains universels, une démocratie éclairée ou des idéaux comme la liberté et l'égalité »².

L'inégalité serait l'ordre naturel : si les partis de droite ont accepté au lendemain de la Seconde Guerre mondiale le cadre dessiné par la Déclaration universelle des droits de l'homme avec les principes d'égalité (fût-elle seulement des chances) et de liberté comme fondement de la démocratie, ils sont de plus en plus traversés par un clivage entre ceux qui veulent rester dans ce

1 Cet article est extrait du livre *Une éclipse et des lucioles*, Liège, Les Territoires de la Mémoire, 2019 et reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur.

2 Ico Maly, *Nieuw Rechts*, EPO, Berchem, 2018, p. 12.

cadre et ceux qui souhaitent en sortir. Pour eux, toute ingérence «de l'État pour réaliser l'égalité est une tyrannie et de l'utopisme»³.

Alain de Benoist et ses disciples ont souvent été présentés comme les tenants d'un «gramscisme de droite» : ils luttent pour les idées, non pour la conquête du pouvoir (avec succès)⁴. Les tenants de cette nouvelle droite rejettent le racisme biologique mais préconisent plutôt un racisme culturel, ou alors ils sont les partisans d'un nationalisme ethnoculturel : ainsi, pour la N-VA, il existe un peuple flamand qui a produit sa propre culture et qui doit rester dominant, sinon c'est le déclin ; les réfugiés sont bien-venus s'ils adhèrent et contribuent à cette culture. Si, à l'époque de Jean-Luc Dehaene, l'intégration se faisait par le travail, maintenant elle s'opère par la langue, les normes et les valeurs.

Et il est loisible de mesurer l'ampleur de leur avancée culturelle en poursuivant l'analyse comparative : la droitisation de ces trois dernières décennies a fait en sorte que les positions extrêmes se sont normalisées : «Aujourd'hui, la nouvelle droite a acquis l'hégémonie sur la démocratie, l'immigration, l'intégration et même les droits humains»⁵. Bon nombre des prémisses anti-Lumières font maintenant partie des idées dominantes. Elles sont perçues comme une attitude réaliste : l'idée propagée par la nouvelle droite selon laquelle l'immigration est une menace et doit être arrêtée est devenue hégémonique. Si les déclarations du Vlaams Blok, il y a vingt ans

La culture du troll est devenue un support de la lutte politique. Force est de constater que le média numérique est au ^{xxi}^e siècle ce que les salons étaient au ^{xviii}^e ou les halles au ^{xix}^e.

(«*aanpassen of opkrassen*», s'adapter ou dégager), suscitaient une levée de boucliers, aujourd'hui la présidente de l'Open Vld, Gwendolyn Rutten, peut dire dans l'indifférence la plus totale «*doe normaal of ga weg*» (comporte-toi correctement ou barre-toi). Il ne faut pas non plus voir la recrudescence d'actes racistes dans les rues, fruit de vingt années de cadrage politique, en ce sens.

Nouvelle droite 2.0

Une des raisons de cette hégémonie acquise est notamment liée au fait que cette constellation est un «phénomène idéologique polycentrique transnational fortement ancré dans la structure économique et numérique globale et néolibérale (FPÖ, AfD, Front national, British National Party, UKIP)»⁶. En effet, «la structure, la culture et l'idéologie de nouvelle droite sont le produit de la numérisation et de la mondialisation»⁷. Grâce à la présence sur Internet d'une pléiade de forums (*4chan*, *8chan*), de forums de discussion néonazis (*Stormfront*, retiré d'Internet après le massacre de Charlottesville), de pages Facebook (*Schild en vrienden*, de *Fiere Vlaamse Memes*

3 *Ibid.*, p. 94

4 Lire à ce sujet : «Le Gramsci de l'extrême droite», mis en ligne sur www.territoires-memoire.

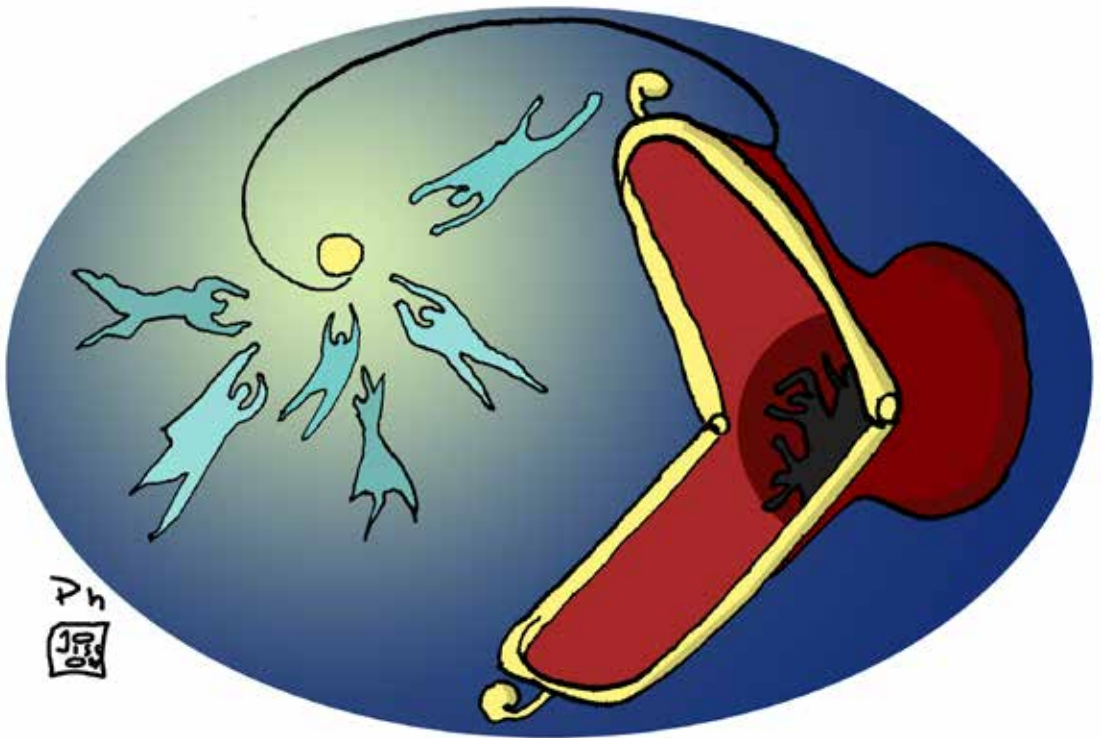
5 Ico Maly, *op. cit.*, p. 169.

6 *Ibid.*, p. 155.

7 «Nieuw rechts probeert het al lachend», mis en ligne le 19 janvier 2018, sur www.apache.be.

qui est anti-wallon, anti-gauche et anti-immigrés) et la culture du troll qui consiste à poster des avis et des commentaires sur Twitter et sur les forums Internet afin de déclencher des réactions émotionnelles, des communications prétendument satiriques deviennent vite virales et cette viralité

toile, citons par exemple Theo Francken en tenue d'empereur du Moyen Âge, chargé de défendre nos valeurs. Ico Maly y voit par ailleurs un «écho spenglerien»⁹: le pays est en déclin et la dégénérescence est le fait des cosmopolites et des migrants. Cet ordre numérique est



visé à construire un peuple numérique. Cette constellation répond au nom d'*Alt-Right*, un «ensemble élaboré de plateformes, groupes d'actions, boîtes à idées, instituts, éditeurs et intellectuels actifs dans diverses niches idéologiques et thématiques»⁸ conçu pour pouvoir intégrer les réseaux sociaux.

Partout en Occident, des mêmes rances identiques sont légèrement adaptés et repris en masse sur la

un mouvement polycentrique qui dispose d'un répertoire d'actions collectives commun. Dans cette optique, la culture du troll est devenue un support de la lutte politique au XXI^e siècle. Force est de constater que le «média numérique est au XXI^e siècle ce que les salons étaient au XVIII^e ou les halles au XXI^e siècle. Les individus se muent en militants dans les niches d'Internet et les militants deviennent des masses

8 Ico Maly, *op. cit.*, p. 131.

9 Faisant référence à Oswald Spengler, philosophe allemand, auteur du *Déclin de l'Occident*.



engagées politiquement et politisées»¹⁰.

Feu la démocratie ?

Il faut constater que «les anti-Lumières ont quitté les marges, le nationalisme culturel est devenu l'étalon; en combinaison avec le néolibéralisme, le nationalisme a conduit à une normalisation des positions anti-égalitaires et à une attaque contre le principe de l'égalité et de l'État démocratique redistributeur. L'universalité des droits humains est également dans le collimateur... Le racisme culturel est devenu *mainstream* sous la forme d'une rhétorique xénophobe et contre l'immigration (au nom d'un prétendu réalisme)... et dans les débats sur l'intégration et l'immigration, l'identité est réduite à une identité ethnoculturelle ou nationale»¹¹.

Certaines idées de la nouvelle droite sont actuellement portées par les élites

politiques et économiques en Occident, pratiquement tous partis confondus. La démocratie se voit redéfinie, elle n'a plus rien à voir avec le concept historique et encore moins avec celle des Lumières: «L'essence de la démocratie devient son homogénéité et non l'aspiration à l'égalité; sans l'homogénéité ethnoculturelle, la démocratie n'est pas viable.»¹² De là, un De Wever qui affirme que la Belgique compte deux démocraties. La nouvelle droite crée ainsi «une anti-démocratie qui n'est pas nécessairement une dictature, c'est une démocratie dénuée de l'idéologie radicale des Lumières, elle est intégrée dans la modernité alternative et elle se nourrit de l'idéologie anti-Lumières»¹³. Ce constat rend oiseux le débat visant à savoir si ces partis sont de droite ou d'extrême droite. Mais il renforce par contre l'importance de la radicalisation de la démocratie et de sa réappropriation comme riposte. ♣

10 Ico Maly, *op. cit.*, p. 221.

11 *Ibid.*, pp. 241-242.

12 Ico Maly, p. 260

13 Ico Maly, p. 262

Redéfinir l'universel

La philosophie des Lumières est-elle universelle ou incarne-t-elle la pensée des hommes blancs et bourgeois qui dominaient la société européenne de l'époque ? Aujourd'hui, ces deux visions opposées de la modernité crispent les débats et enveniment les discours. Le différend est-il conciliable ?

Par Laura Calabrese
Directrice du Centre de recherche
en information et communication (ReSIC) - ULB

La récente venue de deux membres de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* à l'ULB a été l'occasion d'une polémique assez intense, qui a opposé les défenseurs de la liberté d'expression à celles et ceux qui pensent que celle-ci ne peut pas fleurir aux dépens de la sensibilité des minorités. Deux cercles étudiants ont ouvert le débat (le Cercle féministe et l'Union syndicale étudiante), avec un communiqué qui marquait leur opposition à la venue de *Charlie* devant sa critique acerbe de l'intersectionnalité, celle-ci étant entendue comme l'idéologie qui remet « en question les privilèges blancs, homme, cisgenre, hétéro, bourgeois, etc. ». Ce communiqué faisait référence, entre autres, à l'éditorial du numéro anniversaire de *Charlie Hebdo*, qui attaquait les « nouveaux censeurs du Web », faisant référence à des groupes militants antiracistes et féministes. Les commentaires sur les pages Facebook des deux cercles, où une bonne partie du débat a eu lieu, étaient traversés par la même division qui a caractérisé tout le débat : universalisme versus communautarisme. Les premiers

étaient qualifiés de « réactionnaires » et les seconds d'« obscurantistes ».

Comme dans toute polémique qui mobilise des notions historiques, il est utile de retracer la généalogie de ces idées pour comprendre ce qui est en jeu, ce qui doit être conservé des idéologies dont nous avons hérité et ce qui mérite une vraie discussion. Les invectives échangées dans l'épisode susmentionné font écho à un débat ancien entre défenseurs des Lumières et anti-Lumières, débat qui remonte aux débuts de cette tradition intellectuelle, comme le montre Zeev Sternhell dans *Les Anti-Lumières*. Dans son livre, l'historien fait la généalogie de ces deux mouvements qui constituent deux visions opposées de la modernité : « la modernité porteuse de valeurs universelles, de la grandeur et de l'autonomie de l'individu, maître de son destin, une modernité qui voit dans la société et dans l'État un instrument aux mains de l'individu » et [...] « la modernité communautarienne, historiciste, nationaliste, une modernité

pour qui l'individu est déterminé et limité par ses origines ethniques, par l'histoire, par sa langue et par sa culture».

Unité vs fragmentation

On le sait, la culture des Lumières se trouve à la base du modèle républicain français, où les individus ne représentent d'autre groupe que celui de la communauté nationale, entendue au sens non pas d'*ethnos* (une langue ou une origine commune) mais de corps d'individus gouvernés par la même loi. Rappelons ces mots qui furent prononcés à l'Assemblée nationale postrévolutionnaire concernant les Juifs : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus. Il faut qu'ils ne fassent dans l'État ni un corps politique ni un ordre. Il faut qu'ils soient individuellement citoyens. » Pour sa part, l'idéologie anti-Lumières, avec son culte du particulier et son refus de l'universel (représenté par l'Allemand Johann Gottfried (von) Herder), porte en soi le germe de l'ethnonationalisme et donc, comme le note Sternhell, du désastre européen du XX^e siècle.

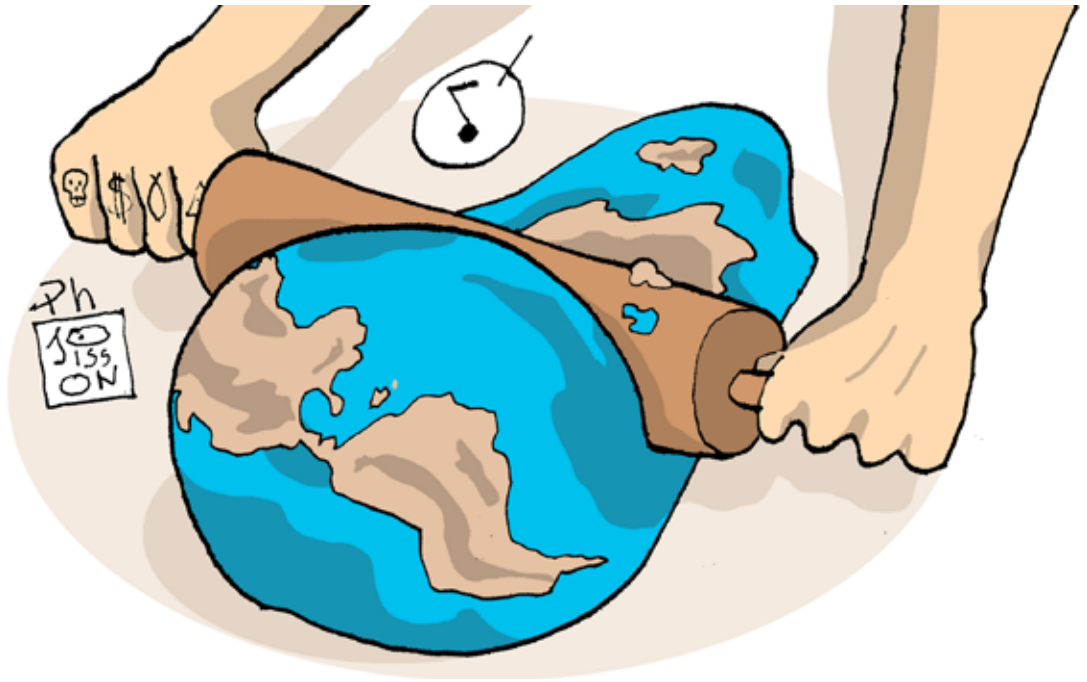
Les groupes militants qui défendent les droits des minorités ethniques, religieuses et de genre sont souvent vus comme des mouvements anti-Lumières, dans le sens où ils encouragent la fragmentation de la communauté nationale. L'idée que celle-ci puisse être constituée de groupes avec des identités diverses est contradictoire avec deux idées bien ancrées dans l'imaginaire européen : d'abord l'idée de nation (qu'elle soit ethnique

ou politique), ensuite celle d'espace public, où c'est la bourgeoisie qui est au centre des processus politiques. Dans leur pratique discursive, les groupes antiracistes et féministes procèdent à une catégorisation très exhaustive et normative du corps social, mobilisent des classifications raciales que l'on avait combattues avec force dans la deuxième moitié du XX^e siècle, promeuvent une identification stricte de chaque groupe et distribuent des assignations identitaires au groupe des « majoritaires » (la fameuse « bourgeoisie blanche »). Ces piliers du discours décolonial créent des frictions constantes avec celles et ceux qui défendent l'universalisme.

Une vision hiérarchisée

Or, ce n'est pas parce que l'universalisme est une idéologie fondatrice de la modernité européenne que nous ne devons pas la questionner. Car l'histoire, comme le progrès humain, n'est pas linéaire. Et parce qu'il serait vain d'ignorer que les Lumières, si elles ont apporté la notion capitale de droits naturels, se trouvent aussi à la base d'une vision hiérarchisée des sociétés humaines où l'Europe se trouve au sommet de la pyramide. Comme l'écrit Stuart Hall, « *the Enlightenment was a very European affair. European society, it assumed, was the most advanced type of society on earth, European man [sic] the pinnacle of human achievement.* »¹ Kenan Malik note aussi le lien entre l'Europe des Lumières et l'idéologie raciste, une Europe où les inégalités vont donner naissance à la conceptualisation pseudo-

¹ Stuart Hall, *Modernity: An Introduction to Modern Society*, Oxford, Wiley-Blackwell, 1996.



scientifique des différences entre les humains².

L'avènement de sociétés postcoloniales, dans lesquelles le corps national (qu'il soit organique selon le modèle allemand, ou civique selon le modèle français) reçoit des apports démographiques extra-européens, ainsi que la dislocation des identités postmodernes, qui configure des individus fragmentés en une identité de classe, de genre, d'ethnie, etc., provoque des réactions à l'universalisme, dans le sens d'une remise en question de la primauté du sujet hégémonique. Ce mouvement n'est pas dirigé contre la raison mais contre ce sujet (plutôt masculin, plutôt européen, plutôt bourgeois), même si certaines dérives le rapprochent de la tradition anti-Lumières (comme

les *sensitivity readers* aux États-Unis ou l'accusation à la va-vite d'appropriation culturelle).

Quoi qu'il en soit, sortir d'une vision très normative de l'universalisme des Lumières, qui présuppose que tous les individus naissent égaux en droits et ignore par là les inégalités structurelles (de genre, de classe, d'ethnie), admettre la nécessité de nommer l'altérité pour la visibiliser, ne revient pas à limiter l'espace public, mais au contraire à l'ouvrir. À condition, bien entendu, que les différents groupes passent, à un moment, le cap de la revendication (nécessaire pour faire bouger les rapports de pouvoir) et réussissent à redéfinir l'universel, au-delà de l'État-nation, de la communauté linguistique ou de croyance. ♣

² Kenan Malik, *The Meaning of Race. Race: History and Culture in Western Society*, NYU Press, 1996.

La raison et la science face aux obscurantismes

Le philosophe Gaston Bachelard affirmait : « L'histoire des sciences est l'histoire des défaites de l'irrationalisme. » Notre présent nous démontre à l'évidence que l'irrationalisme connaît une nouvelle vigueur, qu'il convient d'identifier pour mieux l'endiguer.

Par Philippe Foussier
Grand Maître du Grand Orient de France (2017-2018)
Journaliste

La confusion croissante entre croyance et connaissance, la contestation du progrès favorisée par le retour des idéologies obscurantistes et millénaristes qui suscitent ou instrumentalisent les peurs et l'ignorance, l'amplification de l'offensive créationniste menaçant des siècles d'avancées scientifiques, la propension de la foi à venir concurrencer le savoir, la remise en cause du primat de la raison... Autant d'exemples qui démontrent l'utilité du combat humaniste pour contrer des phénomènes comme le complotisme, la « post-vérité » et autres manipulations qui visent à substituer le dogmatisme à la rationalité. Le regain des invocations à un ordre naturel perdu, fût-il mythique, comme à l'ordre divin d'ailleurs, doit également nous alerter sur les dangers qui menacent l'humanisme dont nous nous réclamons.

En février 2017, les députés français adoptaient à l'unanimité une réso-

lution sur « les sciences et le progrès dans la République », relevant que « les discours partisans voire sectaires fondés sur une défiance croissante vis-à-vis de l'expertise scientifique constituent une grave remise en cause de cet esprit des Lumières en s'attaquant aux règles mêmes sur lesquelles repose l'institutionnalisation de toute science », et observant que « la confusion entre les connaissances et les opinions constitue une sérieuse menace pour le bon fonctionnement de notre démocratie en alimentant les processus sectaires et diverses formes de radicalisation »¹.

On pourrait bien entendu se dire que ces évolutions ne touchent que des publics crédules et peu éduqués. On aurait pourtant tort, car ce sont parfois les institutions elles-mêmes qui se font le cas échéant le relais de telles conceptions. Diffusé à la rentrée 2015 à l'ensemble des enseignants de France, le « livret laïcité » conçu par le ministère assurait ainsi :

1 Assemblée nationale, résolution no 926 sur « La science et le progrès dans la République », séance du 21 février 2017.

«Il faut pouvoir éviter la confrontation ou la comparaison du discours religieux et du savoir scientifique. Dans les disciplines scientifiques (biologie-géologie, physique-chimie, etc.), il est essentiel de refuser d'établir une supériorité de l'un sur l'autre comme de les mettre à égalité.» Cette préconisation fut corrigée l'année suivante, mais ce modeste exemple doit nous placer en alerte. Il y a encore vingt ans, beaucoup en Europe ricanait des descriptions qu'on faisait des États-Unis d'Amérique connaissant une propagation vertigineuse des thèses créationnistes ou platistes, en estimant que jamais ces fadaises ne viendraient contaminer le Vieux Continent.

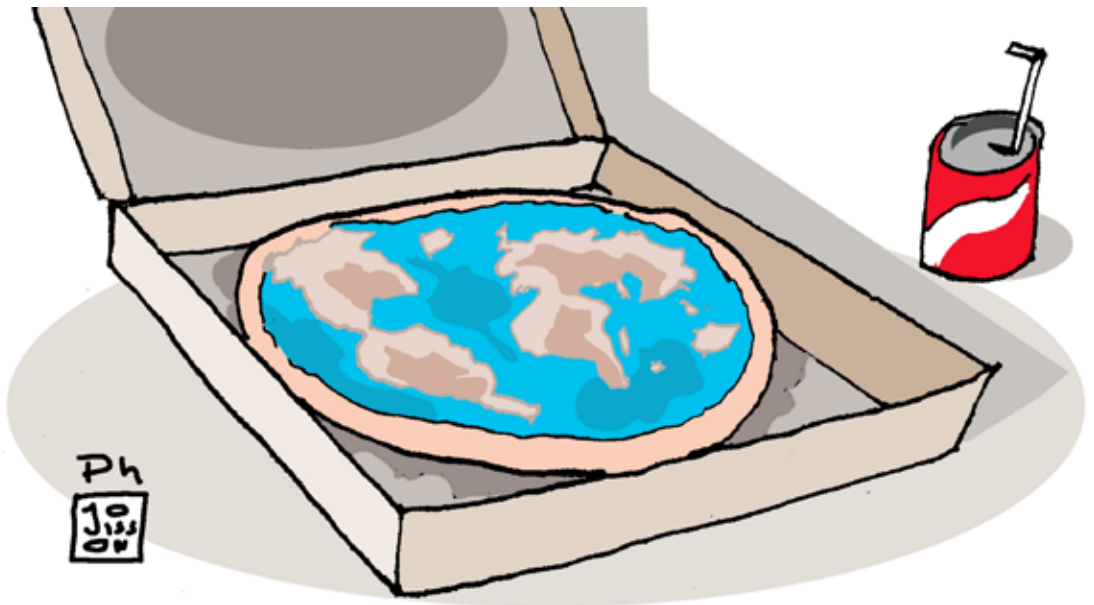
Confusion entre croyance et connaissance

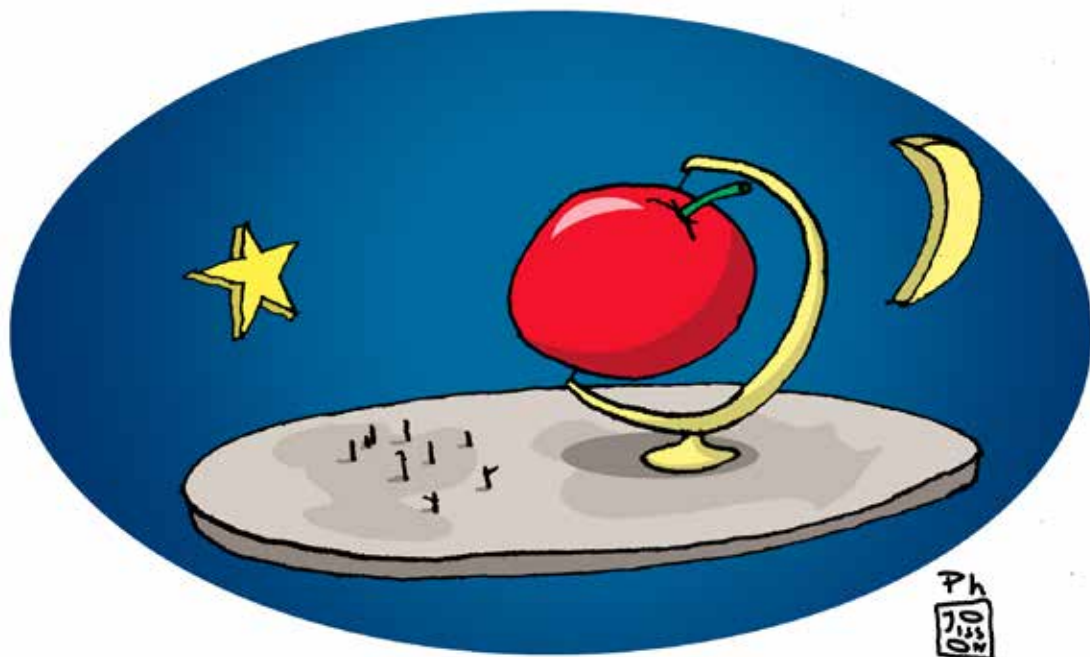
Et pourtant. En 2007, l'ancien ministre français et député du Pas-

de-Calais Guy Lengagne présentait devant le Conseil de l'Europe un rapport sur «Les dangers du créationnisme dans l'éducation». Son texte fut vigoureusement attaqué par des parlementaires russes, serbes et hongrois et, sur pression discrète du Vatican, il a même été écarté temporairement des débats de l'institution européenne, qui rassemblait à l'époque quarante-sept pays. «La cible première des créationnistes contemporains, essentiellement d'obédience chrétienne ou musulmane, est l'enseignement, s'inquiétait le rapport. Nous sommes en présence d'une montée en puissance de modes de pensée qui, pour mieux imposer certains dogmes religieux, s'attaquent au cœur même des connaissances.» Aujourd'hui même, dans nombre d'établissements scolaires laïques, la contestation des contenus des cours devient un phénomène largement répandu, à tel



Philippe Foussier,
«Combats maçonniques», Paris,
Conform, 2018.





point que beaucoup d'enseignants procèdent par autocensure en évitant d'aborder certaines parties des programmes. Ce qui est vrai dans le domaine scientifique caractérise aussi la littérature, l'histoire ou la philosophie. «Tous ces faits correspondent à un reflux de la science au profit du religieux; or, vouloir priver les citoyens de l'accès à la connaissance scientifique est une des atteintes les plus graves aux droits de l'homme», estimait Guy Lengagne.

Dans le cadre scolaire, endiguer cette évolution passe d'abord par la nécessité de bien distinguer les croyances des connaissances, la foi de la raison critique. Sous la pression d'un retour du religieux comme nous n'en avons pas connu depuis des décennies, règne en effet de plus en plus dans les esprits la confusion entre croyance et connaissance.

Beaucoup d'enfants – et même d'adultes – ne distinguent pas les deux registres ou les tiennent pour équivalents. Les monothéismes et leurs relais aspirent même, et c'est d'ailleurs assez logique, à ce que la croyance se situe au-dessus de la connaissance, que la foi surplombe la raison critique et que, le cas échéant, la loi divine l'emporte sur la loi civile.

On a vu à quel point la mise en concurrence voire la confusion des registres entre connaissances et croyances pouvait générer de risques pour la société. Ce qui était établi depuis des lustres a commencé à être remis en cause de manière progressive, mais aujourd'hui plus frontale. Ainsi, dans divers contextes, la foi est très rapidement mise en avant par des croyants pour justifier tel ou tel comportement dérogatoire à la conduite collective,

leur permettant ainsi de s'affranchir de règles de vie en commun.

Détestation de l'espèce humaine

« Le sommeil de la raison engendre des monstres », affirmait Goya au crépuscule du siècle des Lumières. En effet, comment ne pas faire un parallèle avec le développement des phénomènes que sont le complottisme, la post-vérité, les peurs irrationnelles qui ont connu une progression foudroyante en quelques années ? Plus généralement, les invocations à un ordre naturel perdu qu'il conviendrait de retrouver loin de la science, dans une forme d'hostilité au progrès plus ou moins assumée, autrefois marginales, gagnent du terrain et les consciences. Elles entraînent bien souvent ce que le sociologue Gérard Bronner a identifié à travers l'anthropophobie, « si contraire à l'humanisme puisqu'elle consiste tout à la fois en une crainte et une détestation de l'espèce humaine et plus spécifiquement de ses actions (notamment technologiques). Elle a plusieurs sources. Tout d'abord historique : elle vient du fait des dégâts objectifs que l'activité technologique de l'homme a pu occasionner à l'environnement ou à la santé publique (bombe atomique, amiante, vache folle...) ou des problèmes éthiques qu'elle pose (clonage...). Elle vient encore d'une tradition philosophique militante et souvent crypto-religieuse qui fonde la pensée environnementaliste. Il n'y a pas besoin d'analyser beaucoup les discours d'un Pierre Rabhi, pour ne prendre qu'un exemple

Les obscurantismes sont loin d'appartenir au seul domaine de la religion, même si leur déclinaison fondamentaliste les y entraîne inéluctablement.

contemporain de ses représentants les plus médiatisés en France, pour voir affleurer la pensée religieuse »².

Cette progression des phénomènes irrationnels connaît une propagation massive grâce aux réseaux sociaux. Et plus aucun argument rationnel ne résiste face à un interlocuteur qui assène avec assurance que, décidément, rien n'est vrai, même ce qui est démontrable scientifiquement. Et quand ces comportements sont relayés à de très hauts niveaux institutionnels, comme le président des États-Unis Donald Trump en fait régulièrement la démonstration, on mesure l'ampleur des efforts à déployer pour conjurer ces évolutions. Les obscurantismes sont loin d'appartenir au seul domaine de la religion, même si leur déclinaison fondamentaliste les y entraîne inéluctablement. L'hostilité au progrès, la défiance à l'égard de la raison scientifique et à la démonstration rationnelle, la concurrence permanente entre opinion et croyance d'une part et connaissance d'autre part nous font mesurer combien les acquis du siècle des Lumières, patiemment étayés, sont aujourd'hui très clairement menacés. ✦

² Gérard Bronner, entretien à la revue du Grand Orient de France, Humanisme, n° 306, janvier 2015, « L'humanisme contre la détestation de l'espèce humaine ».

Idées qui roulent n'amassent pas mousse

Le mouvement des Lumières est censé nous avoir aidés à sortir des préjugés et de l'intolérance, et à nous faire progresser vers le bonheur, la liberté et le savoir. Aujourd'hui, sur les réseaux sociaux, tout le monde va de son opinion, qu'elle soit éclairée ou obscurantiste. Comment raison garder à l'ère numérique ?

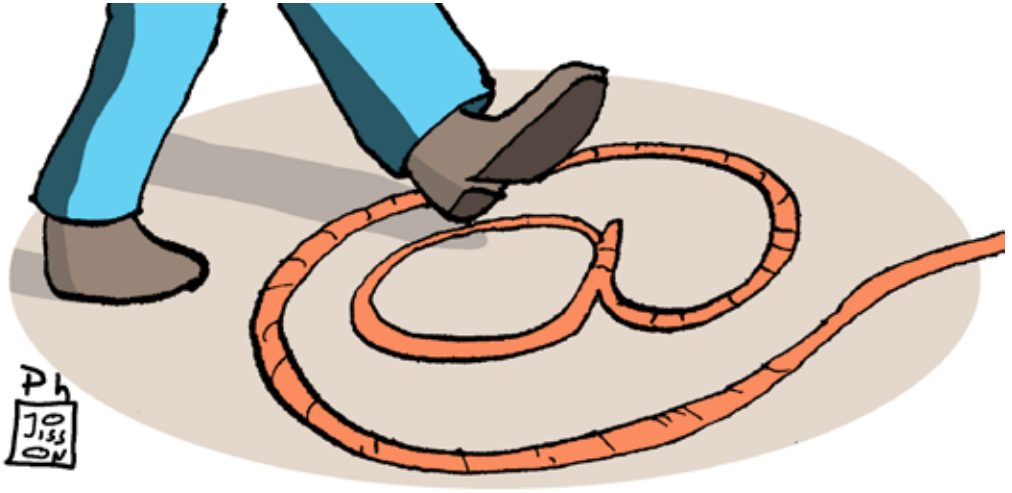
Par Jean-Jacques Jespers
Professeur invité à l'École de journalisme de Bruxelles (ULB)

Il n'y a pas de réseaux *sociaux*. Des entreprises multinationales basées aux États-Unis ont créé et mis en ligne de gigantesques et tentaculaires pompes à profit dont le but est de phagocyter des informations précieuses sur notre personnalité, nos comportements, nos opinions, nos préférences. Ces informations, nous n'avons pas sciemment consenti à les leur transmettre : elles nous les soustraient subrepticement, par d'obscurs procédés techniques, et sans nous rémunérer pour ce don, d'une valeur marchande pourtant inestimable. Une fois ces informations collectées, elles les revendent à prix d'or – les *data* sont l'or du XXI^e siècle – à d'autres entreprises qui en font un usage tout aussi obscur et tout aussi rémunérateur. Et pour que nous consentions à ce hold-up, ces multinationales nous ont présenté leurs machines à sous comme des lieux d'échanges d'opinions et d'informations, intéres-

sants et variés, où « il se passe toujours quelque chose » et dont il est presque inimaginable de ne pas être un usager fervent et fanatique. Et pour en donner une image socialement acceptable, elles les ont baptisées « réseaux sociaux ».

Mais pour que ça marche et que ça rapporte – les GAFAM¹ collectent à elles seules 72 % des recettes publicitaires mondiales (Chine exclue) sur le Web –, il faut que l'internaute reste le plus longtemps possible en ligne. Le modèle économique des réseaux numériques, basé pour 98 % sur les recettes publicitaires, leur impose en effet de maintenir au maximum l'utilisateur connecté sur la plateforme, afin qu'il soit exposé à toujours plus de messages publicitaires. Autrement dit, il faut que vous restiez en ligne afin que la machine à sous numérique puisse vous diffuser le plus grand nombre possible « d'offres personnalisées »

1 Google (ou Alphabet), Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et leurs filiales.



payées bien cher par des annonceurs. Et afin que vos données récoltées (par vos clics, vos *likes*, vos partages) soient le plus nombreuses possible. C'est comme à Las Vegas : plus vous continuez à jouer en espérant gagner à la prochaine partie, et plus le casino empoche.

Rester branché

Comment faire pour vous pousser à rester branché ? C'est le secret des algorithmes de la machine. L'univers des réseaux numériques peut être comparé à une « bulle filtrante »² : il maximise le plaisir de l'utilisateur en lui donnant accès à ce qui lui plaît et en le protégeant de ce qui lui déplaît ou l'indiffère. Grâce aux algorithmes alimentés par les données que vous avez postées, les profils, les clics, les *likes* et les *cookies*, vous êtes abreuvé de contenus correspondant à vos goûts, tels qu'ils sont déduits de la collecte de vos *data*³. De ce fait, vous dupliquez d'autant plus volontiers ces conte-

nus vers vos « amis » ou *followers*, ce qui renforce chacun dans sa conviction d'avoir raison et le prive d'une vision plus multilatérale. Ce phénomène a été appelé « boucle de renforcement » : les algorithmes de mon réseau m'envoient des multitudes d'avis allant dans le même sens que le mien ; je me persuade ainsi que tout le monde pense la même chose que moi.

Sur les réseaux et en ligne, le critère de la crédibilité d'une information devient la recommandation par les pairs, au détriment de la validation par les professionnels ou les experts : plus un contenu a été *liké* et dupliqué par mes « amis » sur le réseau, plus je le validerai comme authentique et plus je le dupliquerai moi-même. C'est ainsi que se répandent notamment les *fake news*, c'est-à-dire des contenus pseudo-journalistiques sciemment fabriqués pour tromper le public. Ce genre de manipulation n'est pas neuf : dans les années 1980, le virus du sida a

2 Eli Pariser, *Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin Press, 2011.

3 Jacob Weisberg, « The Autocracy App », dans *The New York Review of Books*, LXV, n° 16.

été présenté comme une arme biologique développée par l'armée américaine; en 2003, la présence (imaginaire) d'armes «de destruction massive» en Irak a été avancée pour légitimer l'invasion anglo-américaine. Mais jamais auparavant ces mensonges n'avaient connu de moyens aussi vastes et aussi rapides pour permettre leur propagation. Et surtout, jamais auparavant cette propagation n'avait généré autant de profits. Ainsi, pendant la campagne présidentielle de 2016 aux États-Unis, près de 150 sites gérés par des adolescents depuis la Macédoine du Nord fabriquaient des milliers de *fake news* destinées à renforcer les convictions de partisans potentiels de Trump, créant ainsi une «boucle de renforcement» favorable au candidat. Chaque «clic» sur une de ces *fake news* générait des

recettes publicitaires *via* AdSense, l'outil de monétisation de Google, ce qui assurait à chaque auteur de ces sites, selon le *Wall Street Journal*, un revenu de cinq à dix mille dollars par mois.

Le cycle du mensonge

Ce cycle économique du mensonge caractérise de façon exemplaire ce que l'essayiste américain Ralph Keyes⁴ a appelé, en 2004, l'ère de la post-vérité. Ce qui caractérise cette ère, c'est que les émotions ressenties ou les croyances y ont plus d'influence que les faits avérés sur les représentations sociales et les comportements. La circulation des informations telle qu'elle est profilée par les algorithmes des sites entraîne, d'une part, une cécité à toute vérité qui contrediti-

4 Ralph Keyes, *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, New York, St. Martin's Press, 2004.



L'appel à faire taire «celui qui ne pense pas comme moi» est une pulsion élémentaire, tapie dans notre cerveau reptilien. Mais la civilisation a eu pour effet de refouler cette pulsion.

rait les convictions de l'internaute et, d'autre part, un renforcement de ces convictions.

À la lumière de ces constats, les «débat» qui sont censés se dérouler sur ces «réseaux sociaux» prennent une tout autre allure. Il s'agit moins d'échanger des arguments que de fournir des aliments à la machine à profit en constituant des blocs de duplicateurs. Chaque opinion postée en ligne donne lieu à la constitution d'un bloc de duplicateurs qui tend algorithmiquement à s'accroître, ce qui maximise les gains de la plateforme. Cet accroissement crée l'illusion d'un poids de cette opinion dans l'élaboration des représentations sociales. Mais il s'agit sans doute d'une illusion d'optique, car le bloc est purement virtuel. Son opinion est cependant, parfois, répercutée par les médias professionnels, lorsque ceux-ci croient y déceler «un fait de société». Cette attestation entraîne alors la création d'un autre bloc de duplicateurs, opposé au premier mais tout aussi virtuel. Avons-nous assisté à une véritable confronta-

tion d'idées, susceptible d'ébranler les fondamentaux ? Je ne le pense pas.

La séduction de la muselière

Toutefois, cette émulsion de discours s'accompagne souvent d'appels lancés à la puissance publique, ou à des opérateurs culturels ou éducatifs, pour qu'ils fassent taire le bloc antagoniste ou d'autres porte-parole, au besoin par la contrainte. Et plus les discours sont aisément récusables, plus l'appel à censurer les contradicteurs de ces discours se fait pressant, démontrant ainsi leur fragilité. C'est ici que l'on mesurera la résilience de l'État de droit. Si des bourgmestres, des propriétaires de théâtres, des autorités académiques cèdent au chantage et annulent des débats ou des représentations pour «éviter des troubles», alors il y a lieu de s'inquiéter sérieusement pour la liberté d'expression.

La Cour européenne des droits de l'homme l'a affirmé avec force, dans un arrêt célèbre : la liberté d'exprimer des opinions inclut celles qui «heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population»⁵. Ainsi, la liberté d'expression peut être considérée comme la seule liberté qui ne soit pas limitée par l'interdiction de nuire⁶. L'appel à faire taire «celui qui ne pense pas comme moi» est une pulsion élémentaire, tapie dans notre cerveau reptilien. Mais la civilisation a eu pour effet de refouler cette pulsion, de la rendre inexprimable. Lui rendre «droit de cité», c'est régresser. 🍀

5 Arrêt *Handyside c/ Royaume-Uni*, CEDH, 7.12.1976 ; confirmé par l'arrêt *Sunday Times c/ Royaume-Uni*, CEDH, 26.4.1979.

6 Selon l'expression imagée de Bernard Mouffe.

Des Lumières ambivalentes

Régulièrement, les Lumières sont convoquées dans le débat public. Certains remettent en cause son héritage comme étant une catastrophe civilisationnelle. D'autres en font un dogme, un argument d'autorité. Or, les Lumières sont une idée à nuancer, une idée qui laisse place à l'ambiguïté.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

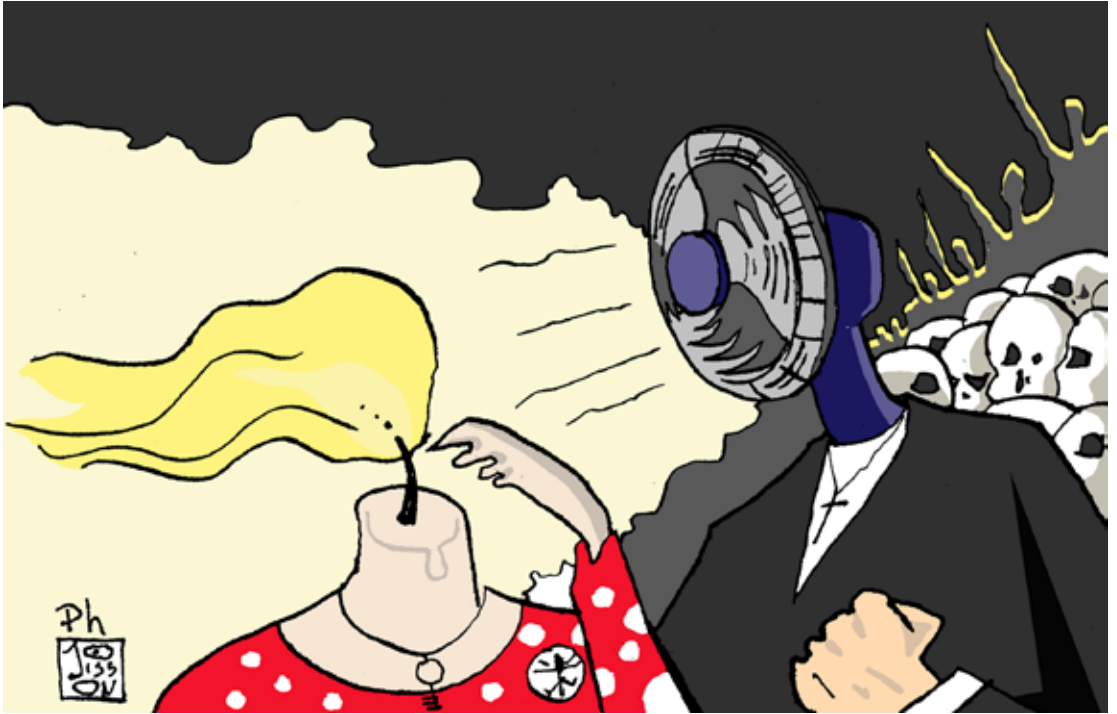
Dans une interview accordée au *Figaro* en 2019, Marion Maréchal, interrogée sur sa «conscience politique», confiait vouloir «repenser la liberté», non comme les Lumières pour lesquelles «l'individu ne serait vraiment libre qu'en se coupant de ses racines», mais à «l'aune de ce qu'il est souhaitable de conserver: les valeurs de la famille, de la nation, de l'autonomie du travail, et le refus des valeurs marchandes et mercantiles comme modèles de société et de vie».

Cette remise en cause des Lumières n'est pas nouvelle: cette opposition existe depuis la fin du XVIII^e siècle chez les conservateurs et les réactionnaires qui se sont toujours attachés à la défense de la tradition et de la religion. Rien d'étonnant à retrouver le même genre de propos chez le directeur des éditions du Cerf, Jean-François Colosimo. Dans son dernier livre, *Aveuglements*, il règle ses comptes avec la modernité et les Lumières: «Dans leur projet de libé-

rer l'homme de Dieu et des religions historiques», dénonce-t-il, «elles nous auraient fait fermer les yeux sur les actes criminels de l'homme-dieu, devenu un nihiliste déconnecté de l'histoire et un créateur de nouvelles religions meurtrières.» Seule espérance, selon l'auteur: «retrouver le lien avec notre humanité historique, ancrée dans le temps et l'espace, en assumant la complexité du passé et notre héritage – notamment nos racines chrétiennes – pour mieux avancer».

Un revers sombre

Comme le remarque Antoine Lilti, ce type de dénonciation des Lumières qui est hostile à l'émancipation individuelle au nom de l'ordre, de la nation, de la famille ou de la religion a retrouvé une nouvelle visibilité publique. «À l'heure où le national-populisme revient en force un peu partout en Europe, ce discours critique, déjà ancien, s'inscrit dans l'héritage de la pensée réactionnaire.»



Plus étonnant, en revanche, une partie non négligeable de la gauche est en rupture avec l'héritage des Lumières. Une gauche qui va de Michel Foucault et son déconstructionnisme, aux zadistes et aux décoloniaux, en passant par Jean-Claude Michéa. « Longtemps, l'héritage des Lumières a opposé un camp progressiste, qui s'en réclamait, et un camp conservateur, voire franchement réactionnaire, qui s'en méfiait. Depuis les années 1970, plusieurs courants de la pensée critique, qui se réclament de la gauche, dénoncent les compromissions de l'universalisme éclairé avec l'impérialisme occidental, signalent les périls de la science et les faux-semblants du progrès, ou rejettent, plus radicalement, les diverses figures du libéralisme, politique ou économique. Ils lancent ainsi un sérieux

défi aux héritiers des Lumières », explique Antoine Lilti. « À l'inverse », ajoute-t-il, « certains, plus à droite sur l'échiquier politique ou intellectuel, brandissent volontiers les Lumières pour défendre le mode de vie européen, récuser toute critique des sciences et de la technique, ou disqualifier l'islam, soupçonné d'être incompatible avec la laïcité. »

Des héritiers divisés

Ces débats charrient malentendus et fantasmes sur la tournure à donner aux Lumières, notamment autour de l'universalisme. En la matière, le livre d'Antoine Lilti vise à desserrer l'affrontement « caricatural et mortifère » à ses yeux pour le débat public entre, d'un côté, un héritage universaliste des Lumières qui, parfois, s'autocari-

cature en devenant un argument conservateur, et de l'autre, une critique décoloniale qui voit dans les Lumières l'appareil idéologique du colonialisme, et le moyen de renforcer la supériorité morale et intellectuelle de l'Europe. Une telle remise en cause oublie toute l'ambivalence des Lumières qui, comme le rappelle Antoine Lilti, ne sont ni une doctrine philosophique ni même un programme réformateur, mais un mouvement intellectuel polyphonique et profondément réflexif, dont les tensions et les failles sont autant d'enjeux qui accompagnent l'entrée dans le monde moderne. « Nous ne sommes pas condamnés à renoncer à l'héritage des Lumières. Mais nous devons l'assumer comme un héritage local et pluriel. Non pas un credo rationaliste universel qu'il s'agirait de défendre contre ses ennemis, mais l'intuition inaugurale d'un rapport critique d'une société à elle-même. »

Un « nous » plus universel

Selon l'auteur, le dialogisme des Lumières, c'est ce qui permet d'élargir le « nous », de le rendre hospitalier

ou, du moins, d'en desserrer l'évidence. « Les auteurs des Lumières qui étaient, pour l'essentiel, des hommes européens, ont cherché à y intégrer d'autres voix, d'autres discours, d'autres points de vue : ceux des femmes, des indigènes, des esclaves même, pour les plus audacieux. Tentative incomplète, parfois contestable et qui n'allait pas sans contradictions, mais dont l'existence rend cet héritage susceptible d'appropriations multiples. » C'est pourquoi, une fois de plus, nous nous tournons, selon Antoine Lilti, vers les auteurs des Lumières pour y chercher des éléments de réponse, la réassurance de nos convictions modernes ou, au contraire, la confirmation de nos doutes. Raison pour laquelle les Lumières ne se laissent pas réduire à un slogan. Elles ne sont pas l'idéologie de l'impérialisme européen ; elles ne sont pas davantage entachées par un silence complice et unanime avec l'esclavage, rappelle Antoine Lilti.

Que ce soit face aux critiques classiques des réactionnaires ou plus récentes de la gauche, rien n'est plus faux que de voir dans les Lumières



un ensemble monolithique, « que ce soit pour vanter son anticolonialisme et ses vertus émancipatrices, ou au contraire pour dénoncer un enfermement ethnocentrique de la pensée, incapable de voir au-delà du narcissisme européen. » En réalité, les Lumières, sur ce point comme sur bien d'autres, furent une intense période de doutes, de débats, de remises en cause. D'où le grand nombre de textes polysémiques, fragmentaires, ironiques, susceptibles d'interprétations plurielles. « C'est de cette réflexivité qu'il faut retrouver la puissance d'interpellation », insiste Antoine Lilti. L'enjeu est de mettre en évidence la complexité de ce moment de la pensée, de restituer les controverses et les débats, d'insister sur les tensions et les ambivalences.

Un éclairage sur le monde

« Je suis convaincu que la pertinence actuelle des Lumières, leur potentiel critique contemporain résident précisément dans cette pluralité. L'erreur est de croire qu'il faut nécessairement les réduire à une formule intellectuelle simple qui servirait de guide. Cette conception est nécessairement vouée à l'échec, parce que les Lumières n'ont pas d'unité doctrinale : elles sont la scène plurielle des débats et des interrogations suscités par l'ébranlement des sociétés traditionnelles. Les Lumières ne servent pas à justifier la modernité mais à la problématiser. » Et l'auteur de poursuivre : « Nous savons aujourd'hui que la modernité libérale est ambiva-

Les Lumières n'ont pas d'unité doctrinale : elles sont la scène plurielle des débats et des interrogations suscités par l'ébranlement des sociétés traditionnelles.

lente. Ses apports, indéniables, ont été accompagnés d'aspects moins positifs, qui n'avaient pas toujours été prévus, mais qui ont souvent été pressentis. La mondialisation des échanges n'a pas toujours apporté la paix par le commerce ; elle fut aussi à l'origine de la colonisation, de la destruction de sociétés et de cultures anciennes, de l'échange inégal entre Nord et Sud. La révolution industrielle et la société de consommation ont permis de satisfaire de très nombreux besoins matériels, d'améliorer massivement les conditions de vie, mais elles ont aussi provoqué de nouvelles inégalités et encouragé la marchandisation généralisée des relations humaines. La garantie des droits individuels, toujours plus nombreux, peut conduire à une fragmentation de la société. Enfin, si le développement des médias a favorisé l'instauration d'un espace public démocratique, il a aussi suscité des formes nouvelles de surveillance, de propagande et de captation de l'attention. » Or, sur tous ces points, conclut-il, les auteurs des Lumières n'ont pas défendu une position univoque. Il y a donc là un héritage turbulent qui fait d'elles une pensée toujours en mouvement. 🌿



Antoine Lilti,
« L'Héritage
des Lumières.
Ambivalences de la
modernité », Paris,
éditions du Seuil,
2019, 416 p.

L'humanisme se dissout dans la marchandisation

On passe à côté des sans-abri sans les voir, mais pour une cause particulière, on fait exploser les dons. Les valeurs humaines sont-elles à géométrie variable ? À y regarder de plus près, la déshumanisation est très localisée, centrée sur une classe qui peut se le permettre.

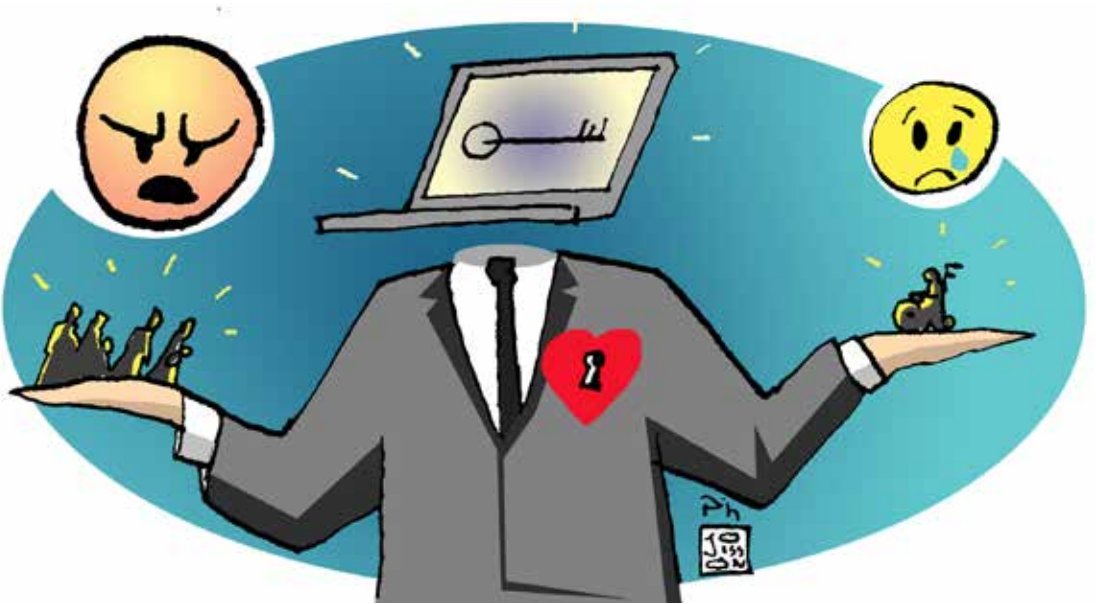
Par Pierre Verbeeren
Ex-directeur général de Médecins du Monde

L'humanisme, la philosophie des Lumières, serait-il en danger ? Est-il chaque fois plus grignoté par la déshumanisation de nos sociétés ? On songe au manque de solidarité avec les migrants, mais aussi toujours plus envers les pauvres, les « déclassés ». Parallèlement, lorsque les médias organisent des actions comme Viva for Life, voire publient des articles comme l'appel au don pour la petite Pia souffrant d'une maladie rare, les dons récoltés sont très importants. La mobilisation citoyenne peut surprendre. Comment comprendre cette oscillation entre élan humaniste et la part de déshumanisation que l'on peut observer ?

Je voudrais alimenter cette question en posant trois hypothèses. La première porte sur un lien probablement causal entre ces deux contraires : les Lumières porteraient en elles les gènes de la des-

truction de l'humanisme. La raison conduit au savoir. Le savoir conduit au pouvoir. Le pouvoir conduit à la domination. Les Lumières déshumaniseraient lorsqu'elles sont porteuses de ce rapport de domination : dominer la nature parce que sauvage ; dominer la spiritualité parce qu'irrationnelle ; dominer l'autre parce que peu instruit... Mais dominer n'est pas une fatalité.

La seconde hypothèse est contextuelle : notre société de l'effondrement ne peut que générer le récit de la déshumanisation. La narration du « grand collapse » a besoin de s'appuyer sur des régressions. Il n'est discursivement pas possible de poser l'anthropocène dans un contexte de progrès et d'humanisation. Tout fout le camp parce que tout doit foutre le camp : les droits de l'homme doivent se dissoudre dans l'illibéralisme parce que, si nous étions dans un cycle de renfor-



cement des droits, la fin du monde ne serait pas pensable. La vérité doit s'estomper dans les fake news ; la solidarité doit succomber face à l'égoïsme. Nous ne pourrions pas laisser filer le monde vers sa perte si tout n'était pas déjà perdu.

Des grenouilles résignées

Cela me conduit à ma troisième hypothèse : nous sommes une société de grenouilles plongées dans une casserole d'eau tiède mise sur le feu. Et nous barbotons dans l'aisance de l'eau devenant chaude, sûres que nous allons périr bouillies mais résignées. Nous allons mourir et nous discouons sur notre perte de valeurs : posture typique de la classe moyenne. *A fortiori* lorsque cette classe moyenne a atteint un niveau de revenu qui permet la marchandisation de masse de toutes les relations humaines. La classe moyenne

peut aujourd'hui payer pour caser ses vieux. Elle peut payer pour avoir une meilleure école que l'école publique. Elle paie un bras pour s'amuser. Elle paie pour qu'on lui apporte à domicile des repas préparés au restaurant. Elle paie pour qu'on lise des histoires à ses enfants... Elle ne joue plus de musique, elle paie pour écouter des concerts. Dans la classe moyenne, les sphères domestiques et de réciprocité (pour reprendre deux des quatre principes d'intégration économique – à côté du marché et de la redistribution – de Karl Polanyi) sont massivement colonisées par la marchandisation. Et l'humanisme se dissout dans la relation marchande.

Conséquence de ceci, la classe moyenne accepte que pour marchandiser la relation, il faille abandonner 20 à 25 % de la population : ceux qui devront prêter ces relations marchandes à bas prix et qui n'au-

ront jamais les moyens d'accéder à l'aisance, et ceux qui ne pourront même pas prester, faute des qualités requises. Décider de faire société en abandonnant, voire en dominant 20 à 25 % de la population anéantit définitivement tout humanisme.

Pauvrophobie de classe

Conséquences en cascade, l'accès à la marchandisation de la relation suscite, au sein de la classe moyenne, la peur de perdre cet accès à l'aisance. Et cette peur engendre une certaine crispation qui se traduit par le rejet de celles et ceux qui pourraient les remplacer dans cette position dominante. L'autre, le faible, l'étranger, le différent... ne sont alors plus simplement sous le joug des dominants. Ils deviennent des ennemis. Les migrants font figure d'archétype de l'ennemi, mais cette figure cache très confortablement une méchanceté consubstantielle au sentiment de supériorité. Le mépris ne porte pas que sur les migrants. Il porte sur les SDF, les gilets jaunes, les blouses blanches, les cyclistes de Deliveroo et d'ÜberEats, et plus généralement sur tous les pauvres.

J'en reviens à ma première hypothèse : dominer n'est pas une fatalité. Je constate en effet une résistance immense à la marchandisation, chez celles et ceux qui pourraient se permettre d'acheter comme chez celles et ceux qui n'en ont pas les moyens. Je suis ému par ce monsieur qui se présente devant le cube de Viva for Life et remercie le Service d'aide à la jeunesse qui l'a sorti de la misère,

avant de verser sa dîme pour que d'autres enfants bénéficient après lui d'un sauvetage. Je suis touché par ces parents qui se mobilisent parce qu'un enfant de la classe de leur fille a reçu un ordre de quitter le territoire. Je me sens proche des personnes qui prennent leur voiture pour conduire un ou deux migrants du parc Maximilien vers tel hébergeur du Brabant wallon ou du Hainaut. Je vois ces femmes préparer le repas de la fête du village. Je vois le fils du voisin tondre la pelouse de la vieille, peut-être pour quelques sous mais qu'importe puisque tout se jouera autour d'une tasse de café. Je sais que cette énumération suscitera certains haussements d'épaules, qui ne feront que corroborer ma thèse : lorsqu'on achète la relation, on méprise la relation.

À travers les exemples que je donne de ces innombrables gestes humains, on peut identifier les deux puissants antidotes au poison de la marchandisation : la proximité d'une part, l'émotion de l'autre. C'est au niveau local, dans la géographie des rues, des quartiers et des villages que se joue l'humanité. Elle est puissamment à l'œuvre. C'est l'émotion qui annihile l'indifférence, et nous ramène à la raison de la solidarité. Les Lumières doivent encore ajouter ces deux termes à la raison pour ne pas verser dans la domination et le mépris. ✿



À (re)lire

François Gemenne et Pierre Verbeeren, «Au-delà des frontières. Pour une justice migratoire», Bruxelles, Centre d'Action Laïque, coll. «Liberté j'écris ton nom», 2018, 124 p.

Un art de vivre¹

La confiance en la raison, la science, l'humanisme et le « possibilisme » sont les traits distinctifs d'une attitude inspirée par les Lumières. Et aujourd'hui, elle constitue la meilleure base pour affronter durablement les incertitudes existentielles.

Par Caroline Pauwels
Rectrice - VUB

Il est tout de même très étrange de devoir constater qu'aujourd'hui les femmes et les hommes politiques des courants nationalistes et populistes s'érigent comme les grands défenseurs des valeurs des Lumières. Par le passé, les nationalistes et les populistes rejetaient invariablement ces valeurs, comme étant étrangères au peuple ou ébranlant le pouvoir des traditions et des institutions établies. Aujourd'hui, j'entends, singulièrement, Filip Dewinter, Geert Wilders, les partis autrichiens et italiens opposés aux migrants, se présenter, par moments, comme les plus grands défenseurs des Lumières.

Curieux et frappant. Bien qu'il y ait plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent, que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de repentance, pour le dire d'une façon biblique, je me pose quand même les questions les plus sérieuses et formule les plus grandes réserves au sujet de cette soudaine volte-face.

Comme j'ai également des questions et des réserves à l'égard de certains opposants à ces nationalistes et ces

populistes, qui se détournent sur-le-champ des Lumières, en réaction. Je vois, par exemple, des gens qui s'occupent sincèrement des défis de la diversité et du multiculturalisme, et qui réagissent maintenant en rejetant d'un seul coup les Lumières qu'ils ne considèrent comme rien de plus qu'un élément du colonialisme occidental, de l'impérialisme ou de la théorie de la supériorité des Blancs. C'est dommage et pénible car, à travers l'histoire, les partisans des Lumières étaient justement à la tête du combat contre l'esclavage, le colonialisme et le racisme. Je suis la première à admettre que nous devons toujours faire notre autocritique et oser analyser et remettre en question nos traditions, mais nous risquons d'aller trop loin, dans ce cas.

Entre ironie et inquiétude

Ainsi apparaît de plus en plus un contraste social, voire une confrontation, au sein duquel les valeurs des Lumières deviennent une arme symbolique dans un combat qui concerne de tout autres domaines. Un combat, en outre, au cours duquel les deux camps montrent une image

¹ Cet article est extrait de Caroline Pauwels, *Les Lumières comme art de vivre*, Bruxelles, VUB Press, 2019, 52 p.

des Lumières qui n'a plus guère de rapport avec elles. Un camp joue la carte stratégique des Lumières pour toucher surtout l'islam et les musulmans. L'autre camp se sert de ces mêmes Lumières pour dénoncer l'ethnocentrisme et la xénophobie dans le monde occidental. Les deux camps forcent à prendre position : pour ou contre les Lumières. Mais ces deux camps ont une vision des Lumières dans laquelle aucun philosophe des Lumières ou humaniste ne se reconnaîtrait ou ne se reconnaîtra. Une situation ironique, tragique et inquiétante.

Cette évolution me préoccupe et me pousse à éclaircir ce que les Lumières signifient exactement. Elles incitent à réfléchir à la façon dont nous pou-

vons sauver les Lumières de leurs faux amis et de leurs ennemis mal informés. Elle oblige aussi à réfléchir à la manière dont nous pouvons rallier au projet quelqu'un qui vient d'ailleurs et qui ne partage ni notre histoire ni notre tradition.

Selon moi, la meilleure réponse à la question « Que sont les Lumières ? » est toujours celle donnée par le philosophe Emmanuel Kant, en 1784, dans un court essai, qui avait justement pour titre cette question : *Que sont les Lumières ?* Je cite Kant : « Qu'est-ce que les Lumières ? La sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable. Minorité, c'est-à-dire incapacité de se servir de son entendement (pouvoir de penser) sans la direction d'autrui, minorité



dont il est lui-même responsable, puisque la cause en réside non dans un défaut de l'entendement, mais dans un manque de décision et de courage de s'en servir sans la direction d'autrui. *Sapere aude!* (Osez penser) Ayez le courage de vous servir de votre propre entendement. Voilà la devise des Lumières.»

User de son intelligence

À mon avis, les Lumières se distinguent par ce *Sapere aude*, le fait d'oser penser, d'oser se servir de son intelligence. Je pense que ce principe implique une attitude caractérisée par au moins quatre éléments.

Le premier élément est la capacité à se montrer critique à l'égard de ce que l'on accepte pour vrai ou affirme être vrai. Se montrer surtout critique à l'égard de ce que l'on accepte soi-même pour vrai ou que l'on affirme être vrai. Se laisser uniquement guider, lorsque l'on se forge une opinion, par des arguments valables et des données obtenues de façon acceptable; il ne s'agit donc pas d'arguments qui reposent sur l'autorité liée au statut ou à la position, la foi, le dogme, la révélation ou le charisme.

Le deuxième élément est la faculté de prendre de la distance, pour considérer les choses comme si l'on était un spectateur impartial, pour observer le plus précisément, pour généraliser le plus soigneusement et pour juger le plus clairement possible. La volonté aussi de revoir ses jugements, lorsqu'ils ne résistent

pas, après examen, à la confrontation avec les faits et les arguments.

Le troisième élément est la conviction que tout le monde est, en principe, doué de raison et, par conséquent, que nous pouvons nous comprendre mutuellement, en échangeant des idées et des arguments. La capacité également à se mettre à la place des autres, afin d'analyser la situation de leur point de vue. La faculté, de ce fait, de comprendre que les autres, comme nous, sont doués de sentiments. Et que, comme nous, ils éprouvent du plaisir et de la douleur, de la satisfaction et de l'anxiété.

Le quatrième élément est la confiance en l'idée que nous sommes capables, en utilisant notre intelligence, d'analyser des problèmes et de les résoudre, en changeant et en améliorant ainsi la société de même que le monde. À cet égard, le statisticien suédois Hans Rosling employait un terme bien choisi, le «possibilisme» : la conviction que la situation peut «s'améliorer», et non qu'elle «s'améliorera» forcément et automatiquement.

Le terme d'art de vivre, dans ce contexte, semble un peu frivole à première vue. Au cours de la dernière décennie, il a été en vogue dans le domaine de la philosophie. D'après le philosophe néerlandais Joep Dohmen, l'art de vivre est lié à la question de savoir comment on doit vivre. Selon lui, un retour à la philosophie en tant qu'art de vivre s'avère absolument nécessaire. Les problèmes essentiels

avec lesquels les gens se débattent sont les mêmes depuis la nuit des temps : la souffrance, la mort, le sort et le destin, l'injustice, la guerre et la violence. Mais les philosophies et les idéologies traditionnelles qui constituaient un point de repère pour gérer ces problèmes ont perdu beaucoup de leur influence. Cette situation engendre de l'incertitude et de la fébrilité, ce qui explique pourquoi les gens sont prêts à suivre toutes sortes de prophètes qui promettent le salut dans les domaines politique et religieux.

Une tradition vivante et ouverte

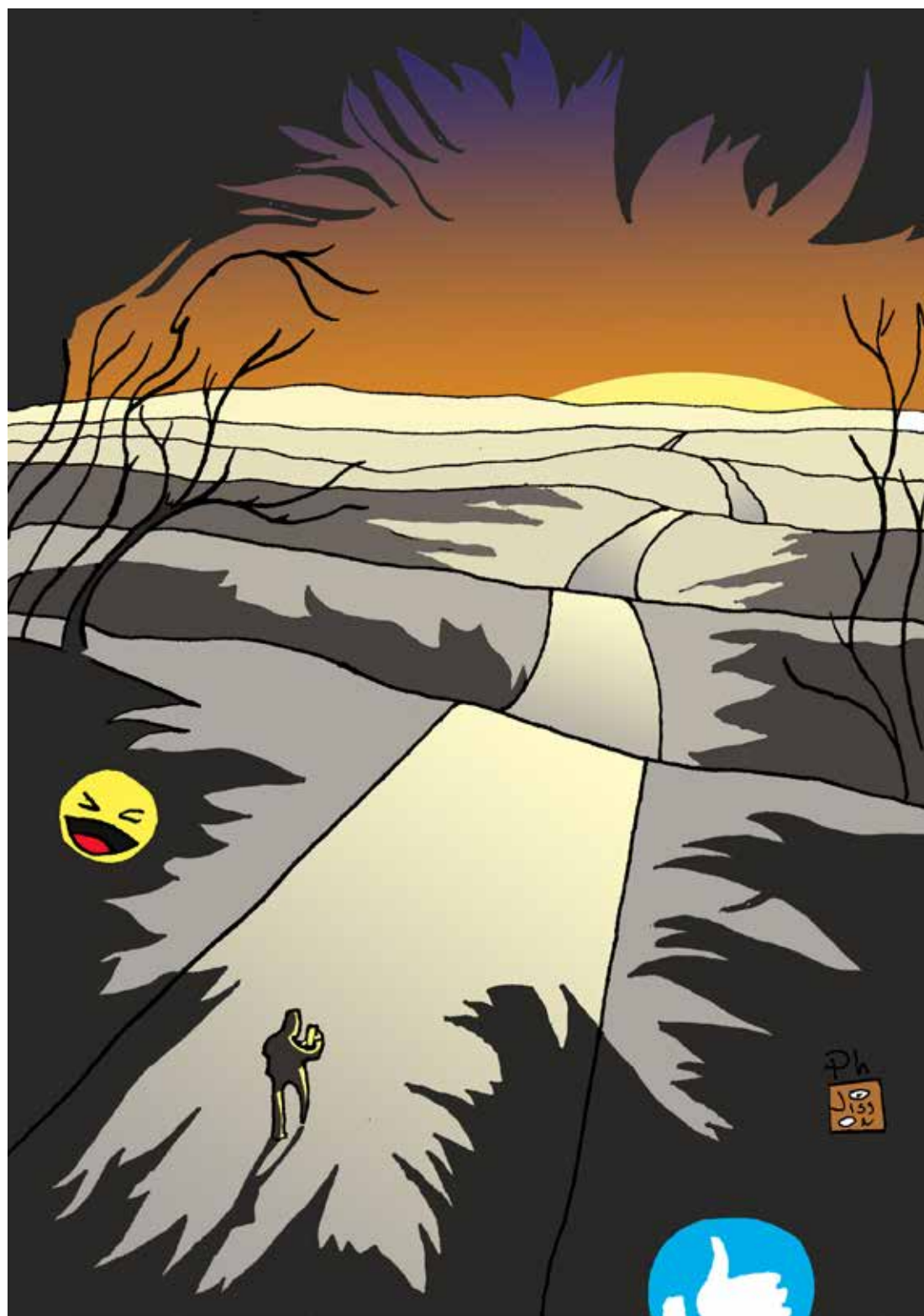
Je pense que, dans une société qui se diversifie de plus en plus, nous devons parler des Lumières autrement. Pas comme d'une philosophie qui est née à une époque déterminée, à un endroit spécifique et au sein d'une culture particulière. Pas comme d'un ensemble de valeurs séculaires, gravées dans la pierre, pas comme d'une forme d'héritage. Pas comme d'une philosophie réductible à une essence persistante, pas comme d'un chapitre terminé.

Nous devons considérer les Lumières comme une attitude, une activité, une manière de se conduire dans la vie. Nous devons présenter les Lumières comme une forme universelle d'art de vivre, dont nous trouvons des amorces et des éléments à diverses époques dans l'histoire et à divers endroits dans le monde. Comme un projet ouvert, auquel tout le monde peut participer et que nous façonnons ensemble. Comme un livre, que nous continuons à écrire ensemble.

Lorsque nous décrivons les Lumières comme l'apogée d'une histoire spécifique, dans une région spécifique et à une période spécifique, nous mettons immédiatement en évidence le fait que celui qui ne partage pas cette histoire, celui qui ne rejette pas les autres traditions, ne peut pas en faire partie. Dans ce cas, les Lumières deviennent exclusives, comme les populistes et les nationalistes préfèrent les voir, et elles constituent un moyen d'exclure les nouveaux venus, pour rappeler aux musulmans qu'ils ne sont pas chez eux, au fond.

Lorsque nous présentons les Lumières comme un art de vivre, notre approche est inclusive : quelqu'un qui vient d'ailleurs, quelqu'un dont les traditions sont différentes, peut adopter l'art de vivre des Lumières. Quelqu'un dont les traditions sont différentes est même invité, pour ainsi dire, à chercher les traits communs entre les réponses données par sa tradition ou son histoire et l'approche propre aux Lumières.

En d'autres mots : nous devons propager la philosophie des Lumières en tant que tradition vivante et ouverte, qui peut nous offrir, quel que soit notre milieu, la motivation, l'inspiration et un point de repère, quand nous sommes confrontés aux aléas de la vie. Cet exercice implique de considérer que les Lumières ne sont plus occidentales, comme elles l'étaient, mais qu'elles évoluent finalement vers l'universalité, en concertation avec les autres. ✿



L'intersectionnalité, du concept au concret

Dans le domaine de l'accès à l'emploi, de nouveaux critères de recommandations s'avèrent utiles et nécessaires pour lutter contre les discriminations cumulées. Mais après les constats – sur lesquels tout le monde s'accorde au moins –, voici venu le temps de l'action.

Par Catherine Callico
Journaliste

Le concept d'intersectionnalité agite les esprits, balisant de nouvelles pistes dans la lutte contre les discriminations, semant la polémique çà et là. En 2017, un rapport «Intersectionnalité» réalisé pour Actiris par le Center for Intersectional Justice, basé à Berlin, combattant les formes croisées d'inégalités et de discriminations en Europe et qui est coordonné par la militante Emilia Roig, intégrait des recommandations dans le cadre de la réforme des instruments de promotion de la diversité. À Bruxelles, qu'en est-il sur le terrain? Comment la situation évolue-t-elle?

Pour Mireille-Tsheusi Robert, présidente de Bamko ASBL (comité féminin de veille antiraciste), auteure et chercheuse sur les questions de diversité et de genre, «dans un premier temps, l'intersectionnalité était vue comme une théorie alternative et là, ça devient hypersexy d'en parler, de mettre cela à l'ordre du jour. Or, il est temps de passer à l'étape suivante», appuie-t-elle. «Être handicapé et transgenre par exemple, reste une

situation difficile. Si on engage ce type de personnes aujourd'hui, c'est grâce au travail de gens comme Emilia Roig, mais il reste du chemin à parcourir dans ce sens.»

Sur le terrain de l'action

L'ASBL Bamko collabore étroitement avec des associations d'éducation permanente, des institutions publiques et culturelles (projets de cohésion sociale, etc.), ou des artistes à titre individuel. «On se heurte encore trop souvent à l'immobilisme ou à la langue de bois. Lors d'une étude réalisée il y a deux ans en collaboration avec Unia, à propos des pratiques en la matière au sein d'associations antiracistes, interculturelles, etc., j'ai pu relever que, parmi celles qui travaillent sur la question noire, seules 17 % d'entre elles engageaient des gens de couleur noire.» Sombre constat du côté des médias également : «Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pondu des rapports, mais je n'ai pas encore vu de jour-

nalistes noirs. De même, on crée des émissions spéciales qui renforcent les ghettos. Idem pour le temps de parole accordé aux femmes ou les questions qu'on leur pose. Il faudrait aussi réaliser des études dans les domaines du logement, de la scolarité, de la santé, de la justice, etc. Aujourd'hui, c'est sur le terrain que ça doit se passer.» Ces dernières années, Bamko a contribué à faire avancer les choses à son échelle. D'abord, au sein même de l'association. En instaurant un plafond de verre pour les hommes: «C'est un jeu auquel on accepte de jouer pour contrer ce qui se passe dans la société. Cela nous permet de vivre au quotidien le changement de paradigme et de valeurs.»

Anti-discrimination à l'emploi

«Alors qu'on ne cesse de définir l'intersectionnalité, sa mise en pratique reste l'inconnue», confirme Manuela Varrasso, consultante au sein du Service anti-discrimination Actiris Inclusive. «Actiris est par ailleurs une rare institution – et peut-être la seule en Région de Bruxelles-Capitale – à avoir commandé une étude publique en vue de distinguer les inégalités parmi les inégalités et de proposer des outils de politique publique.» Depuis lors, une nouvelle Déclaration de politique régionale intègre dix-neuf mesures anti-discriminatoires. Un monitoring socio-économique souligne également les grandes discriminations à l'embauche



© Garage Island Crew/Cultura Creative

Dans le monde du travail, de nouveaux critères, dont celui de l'intersectionnalité, sont désormais pris en compte par différentes entreprises, pour lutter contre les préjugés.

Du moment que les affrontements concernent l'identité plutôt que la richesse, peu importe que cela divise, catégorise, voire hiérarchise des groupes sociaux.

selon l'origine: «À compétences égales, une personne belgo-belge a trois fois plus de chances de trouver un emploi que quelqu'un d'origine turque ou nord-africaine. La question de l'origine a ainsi été objectivée sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, les femmes restent défavorisées. Au sexe et à la race s'ajoute le critère de monoparentalité.»

Depuis fin décembre 2019, le service Actiris Inclusive dispose de nouveaux moyens financiers pour lutter contre les discriminations à l'embauche. Outre une information et une orientation des personnes chercheuses d'emploi – le terme a remplacé celui de «demandeuses» –, l'organisme s'attelle à une sensibilisation des professionnels de l'emploi, de la formation et de la société civile, et à la formulation de recommandations aux décideurs. «Chaque mois, des dizaines de personnes viennent au guichet anti-discrimination. La quasi-totalité se trouve à la croisée des motifs de discrimination, poursuit Manuela Varrasso. Or, la plupart ne s'en rendent pas compte. On les informe d'un système massif et c'est un premier pas vers l'émancipation, car cela écarte la responsabilité personnelle.»

Outre une écoute, les personnes discriminées se voient proposer des solutions sur mesure. Fort d'un réseau d'environ 200 partenaires, l'organisme régional offre un accompagnement spécialisé: «Dernièrement, une personne d'origine étrangère travaillant dans le textile, homosexuelle, âgée de plus de 50 ans et avec un petit défaut de prononciation n'arrivait pas à retrouver un emploi. On l'a mise en contact avec l'association InBrus-sel qui coache notamment les plus de 50 ans.»

Plus récemment, une étude sur le sous-rapportage soulignait la réalité des femmes d'origine étrangère qui travaillent dans les titres-services, les milieux des soins ou de l'Horeca et qui sont âgées de plus de 45 ans, cibles de différentes discriminations. «Il ne s'agit pas seulement de travailler sur les individus, mais de souligner des systèmes qui génèrent des inégalités très grandes.» Sur le plan juridique toutefois, «l'intersectionnalité n'existe pas encore. Et la Belgique francophone n'est pas en avance, même si les choses commencent à bouger», ponctue la consultante.

En mars, à l'occasion de la journée internationale des femmes, l'ULB a organisé une conférence sur le thème «Intersectionnalité et université». «Après une politique des genres, l'ULB a lancé son Plan Diversité, un espace de parole sur des questions de société peu abordées», développe David Paternotte, professeur de sociologie et codirecteur de l'atelier Genre(s) et sexualité(s) au sein de l'université. «Le Plan Diversité

est parti du constat que le processus de sélection d'embauche au sein du corps professoral de l'université favorisait les hommes. Et les femmes qui y travaillent sont surtout européennes. D'où l'idée d'ébaucher un état des lieux et d'ouvrir le débat autour de l'intersectionnalité, afin de souligner les faiblesses et voir ce qu'il y a lieu de mettre en place pour une équité.»

Le prisme identitaire

Face au concept un peu fourre-tout d'intersectionnalité, les milieux institutionnels et associatifs tâtonnent un peu, voire adoptent des points de vue très contrastés. Le professeur de philosophie français Karan Mersch fustige ainsi une certaine approche du féminisme intersectionnel «qui opère à contresens de l'universalisme des Lumières. Alors qu'au sens géométrique, le terme "intersection" vise non l'ensemble des surfaces mais là où elles se rejoignent, le féminisme intersectionnel inverse la démarche et s'appuie sur ce qui distingue pour instaurer une hiérarchisation dans les modèles de lutte». Il pointe aussi «des liens entre intersectionnalité et une mouvance de l'antiracisme qui, paradoxalement, réintroduit la notion de race».

À Bruxelles, Paola Peebles Vlahovic, conseillère diversité, en charge des questions de discrimination au sein du bureau d'études de la FGTB, étudie également le sujet: «La FGTB travaille depuis longtemps sur les rapports de domination, en tenant compte de toutes les formes de discrimination et des articulations entre le capitalisme, le colonialisme et le

patriarcat. Le risque de l'intersectionnalité est pour nous de minimiser la critique socio-économique des rapports sociaux, en mettant en avant les dimensions identitaires. L'approche est dite "située" par ses promoteurs: le vécu, le point de vue de la personne, de l'individu, y est fortement valorisé. Il y a de nombreux aspects positifs et nécessaires dans cette manière de poser le problème. Mais aujourd'hui, il existe une tendance lourde consistant à traiter les problèmes de société sous un angle identitaire, essentialiste.»

Éviter les clivages

Les organisations syndicales, tout en reconnaissant le racisme et les discriminations et en les combattant, y compris en leur sein, n'ont pas intérêt à laisser les travailleurs se diviser dans ces discussions. Il est crucial de se reposer les questions du clivage entre le capital et le travail, fortement délégitimées aujourd'hui. Depuis les années 1980, «le néolibéralisme attaque et remet en question les "conquis" sociaux. La grille de lecture identitaire des rapports sociaux sert un néolibéralisme qui promeut la diversité. Du moment que les affrontements concernent l'identité plutôt que la richesse, peu importe que cela divise, catégorise, voire hiérarchise des groupes sociaux. Dans cette logique aussi, votre parole est légitimée si vous êtes identifié comme entrant dans des catégories discriminées, et pas en fonction de ce que vous faites, vos analyses et prises de position, vos objectifs politiques. Ce sont là quelques-uns des écueils potentiels qui méritent réflexion quand on parle d'intersectionnalité.»

Laïcité, yallah !

Citoyens et citoyennes laïques, croyant.e.s ou non, riches de leur héritage musulman, ils et elles ont en commun un attachement indéfectible envers la liberté et une volonté d'agir. Portrait de trois membres du tout jeune Collectif Laïcité Yallah, unis pour s'ouvrir à la diversité et combattre le communautarisme ethnique et religieux.

Par Djemila Benhabib
Écrivaine, politologue et chargée de mission - CAL/COM

Malika Akhdim parle fort et marche d'un pas décidé. Elle est pourtant petite et menue avec ses yeux qui scintillent comme deux perles. Perchée sur ses vertigineux talons, elle avance avec légèreté, levant bien haut vers le ciel la pancarte du Conseil des femmes francophones de Belgique. Écartez-vous du chemin, la boule de feu s'enfonce dans cette foule joyeuse, entourée de plusieurs amies tout aussi énergiques qu'elle ! La voilà qui chante la liberté des femmes le 24 novembre 2019 dans les rues de Bruxelles.

On sent bien que pour cette écorchée, ces mots ne sont pas que des mots. Ils impriment un vécu. Le sien. Viols incestueux, mariage forcé, coups. Pour elle, c'était hier et pour plusieurs autres, cela pourrait être aujourd'hui. Dans sa tête, il suffit de peu pour que tout bascule. Aujourd'hui, Malika n'est plus seule. Toutes et tous sont là pour dénoncer à ses côtés les violences faites aux femmes¹. Plonger dans les bas-fonds de l'existence humaine

parce que, femme, c'est l'histoire de sa vie. Enfin, en partie. Jusqu'au jour où elle a compris qu'une autre vie était possible. Cette soif de changement l'a emporté sur le reste. Elle publie un blog baptisé «Notre dignité retrouvée». Elle écrit : «Osez dire que nous sommes sur terre pour adorer le Tout-Puissant et uniquement pour cela : je vous dis merde. Je suis née le 8 juillet 1965 à Tanger au Maroc. Lion ascendant lion. Je crois que je me suis trompée de famille lors de ma venue au monde. Ou que j'y suis venue pour une raison précise. Je n'ai pas encore trouvé. Cinquième d'une famille de dix enfants, d'un père qui a immigré à l'étranger en 1958 et d'une mère qui l'y a rejoint dès 1964.»

«Qui accroît sa volonté de liberté accroît ses ennuis», disait le grand Descartes. Pour Malika, fille d'un ouvrier marocain, élevée dans la tradition musulmane à Molenbeek, c'est encore plus vrai. S'affranchir, s'émanciper est un sacré périple !

¹ L'ONU a décrété le 25 novembre journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Elle ne demandait pourtant pas la lune. Le respect de son être, le choix d'un compagnon et l'indépendance financière. Aujourd'hui, Malika, délivrée de toute entrave psychologique et culturelle, reste, néanmoins, attachée à ses racines et à «ses» gens. De son expérience, elle a acquis le sens de la solidarité, le goût du combat et une reconnaissance profonde envers son pays d'adoption. «La Belgique m'a apporté mon indépendance totale avec le choix d'aimer la personne que je veux, sans me soucier ou sans culpabiliser de savoir si cette personne est musulmane ou pas. La Belgique m'a fait comprendre ce que sont les valeurs, le respect d'autrui, qu'il soit juif, chrétien, athée, peu importe. Seul l'humain m'intéresse», explique-t-elle. Sauver les filles au parcours cabossé comme le sien est devenu son leitmotiv. Malika squatte le canapé du salon pendant des semaines et des mois. Qu'importe! Elle est là pour requinquer les plus fragiles. À un moment donné, les filles s'envolent. C'est sa fierté. Immense.

La personne humaine, avant tout

Le respect de l'humain dans sa complexité fait écho au message que répète, inlassablement, Hassan Jarfi, cet enseignant de religion islamique nouvellement retraité. Pour comprendre son cheminement, il faut remonter au printemps 2012. Le 21 avril, son fils, Ihsane, est enlevé à la sortie d'un bar à Liège. Ses ravisseurs l'emmènent dans un endroit isolé et rocailleux, le dés-

habillent, le torturent. Cage thoracique éclatée, tête défoncée. Ihsane est gay. Il a 32 ans. Ses assassins aux parcours chaotiques, quatre jeunes Belges, dont un d'origine turque, ont été reconnus coupables d'avoir commis un assassinat homophobe. Le mot est lâché. Hassan se voit soudainement investi d'une mission: combattre l'homophobie. Jusque-là, l'homme s'était tu. À Liège, l'enseignant était plutôt connu pour ses mandats religieux. Responsable des musulmans de Wallonie de 2005 à 2007, il lui arrivait même de remplacer l'imam. Lui, le père d'un pédé, comment est-ce possible? Pour contester son autorité, il suffisait à ses détracteurs d'appuyer sur cette corde sensible. À l'époque, Hassan faisait le dos rond. Il n'avait pas encore en lui cette force insaisissable, née après le drame. «Je baissais la tête, je me taisais. Par mon silence, j'étais complice. Je me sentais désarmé. Impuissant. Incapable de leur dire "écoutez, je vous emmerde!"», avoue-t-il. Pour s'en sortir, ce blessé de l'âme a nagé à contre-courant de lui-même, menant la plus difficile des batailles: celle contre soi-même. Que valent tous ces enseignements lorsque, faute de reconnaître à tout un chacun son statut d'être humain, ils ne font que rapetisser l'homme pour l'enfermer dans une case? «J'ai tout revu, les traditions, la culture, l'éducation que j'ai reçue. J'avais déjà fait un bon bout de chemin en venant du Maroc en Belgique et en épousant une Liégeoise malgré l'opposition de certains dans ma famille. Jusque-là,



Le 5 mars dernier, le nouveau collectif Laïcité Yallah présentait son manifeste au grand public et à la presse. Les laïques musulmans sont désormais mieux représentés.

je n'avais jamais remis en cause ce qu'on m'avait transmis», confesse-t-il.

Vers l'émancipation

Si les origines ne sont pas un destin, en sortir demeure un travail exigeant que l'on fait sur soi par le truchement d'une prise de conscience. Ce que le célèbre sociologue Pierre Bourdieu résumait ainsi : « Nous naissons déterminés et nous avons une petite chance de devenir libres. » Lorsque arrive (enfin) le déclic, il faut oser aller de l'avant, rompre avec les idées reçues et, surtout, assumer les ruptures. Cette possibilité de se détacher du groupe permet l'émergence de l'individu en tant que tel. Dans une famille musulmane, ce processus d'individuation peut être vécu comme le plus

grand des outrages. Choisir pour soi-même, mais quelle idée ! Prendre ses distances avec le groupe, à quoi bon ? Pour aller où ? Vers qui ? La moindre volonté d'affirmation individuelle est perçue comme une dissidence voire un complot pour faire éclater la communauté, la *fitna* (guerre civile), la vider de ses membres. Avant que le « dissident » ne fasse des émules, mieux vaut l'encadrer. Qu'il rentre dans le rang cet égaré ! En contrepartie, la communauté protège, veille sur l'honneur, passe l'éponge, guérit les blessures de l'exil. Pour garder la communauté, il faut veiller à ce que les femmes n'en sortent pas. Le respect des traditions est non négociable.

« Chez nous, les filles devaient avoir une conduite irréprochable », raconte Yeter Celili. « J'ai grandi à Schaar-

beek et j'y ai fréquenté l'école catholique Saint-Augustin. Ça arrangeait bien mon père puisqu'il n'y avait pas de garçons. La religion, il s'en foutait. On allait même à l'église avec l'école sans qu'il exprime le moindre agacement. Ce qui comptait pour lui, c'était l'honneur de notre clan. Mes frères l'épaulaient. Ils se chargeaient de faire respecter les règles. Le parcours de l'école à la maison était chronométré. Sur le chemin, il y avait un café qui servait de poste d'observation où les hommes s'installaient pour nous scruter. Pour nous rappeler à l'ordre, ils n'hésitaient pas à nous donner des taloches, à nous battre et à nous arracher les cheveux. Même en public.» À l'extérieur, tout relâchement de l'autorité paternelle sur les femmes était une marque d'abandon vis-à-vis de la communauté. À l'étranger, les griefs sont encore plus lourds. Prendre le pli du pays d'accueil, voire s'intégrer, est la pire des trahisons. Mais au diable la communauté! «Je suis belge, moi. Complètement!», insiste Yeter, aux grands yeux joliment soulignés. «Je suis arrivée d'Istanbul en 1964, bébé dans les bras de ma mère, entourée de mes frères et sœurs. Nous étions cinq enfants. La Belgique venait de reconnaître à ses travailleurs étrangers le droit au regroupement familial, bien avant la France d'ailleurs.» Malgré le brouhaha du café, son rire en cascade résonne amplement. «Le train nous a déposés à la gare du Midi. Mon père nous attendait. Ce séjour devait durer cinq ans. Tout était provisoire, temporaire. Mes parents ont trimé, travaillé jour et nuit, pour nous élever. Mon père est

mort en Belgique. Maintenant, c'est à notre tour de transmettre la fierté. La dignité», explique-t-elle.

Lorsqu'on interroge Malika Akhdim, Hassan Jarfi et Yeter Celili sur le sens de leur engagement laïque, on est frappé par leur quête incessante de l'émancipation et l'envie de transmettre aux plus jeunes le goût de se réaliser. Choisir pour eux-mêmes. C'est d'ailleurs ce que Malika, Hassan et Yeter ont fait autant sur le plan personnel que professionnel. Pousser les «leurs» à revendiquer leur belgitude est le combat de leur vie, bâtir des ponts, combattre les préjugés, interpeller les décideurs et les faiseurs d'opinions sont d'ailleurs les objectifs du Collectif Laïcité Yallah, né d'une volonté partagée par une quinzaine d'autres camarades de culture musulmane. C'est le 5 mars dernier à l'Espace Magh que le collectif initié par le Centre d'Action Laïque a présenté son «Manifeste pour une citoyenneté de la diversité». Préoccupés par la montée du fondamentalisme musulman, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme en plus d'une percée des partis d'extrême droite et d'une interférence, néfaste et sans cesse grandissante, des États étrangers sur les diasporas, le Collectif Laïcité Yallah lance un large appel à la mobilisation citoyenne pour sortir du communautarisme ethnique et religieux. Engagés depuis plusieurs années dans la société civile, ses membres, croyants et non croyants, ayant un héritage musulman sont décidés à faire entendre leurs voix résolument laïques. ✿



«Manifeste pour une citoyenneté de la diversité»

www.laicite.be

Série « Décolonisation du regard »

Arrêts sur l'histoire

En vous baladant dans les rues et les transports en commun bruxellois, peut-être vous êtes-vous déjà demandé qui pouvaient bien être MM. Bertrand, Vandervelde, Pétilion, Thys, Wiener, Empain ou encore Janson ? Ces noms d'arrêts ou de rues qui jalonnent la ville renvoient au passé colonial de notre pays.

Par Cyril Wintjens
Journaliste stagiaire

L'espace public bruxellois est truffé de références à des personnages qui ont marqué l'histoire de Belgique. À l'exception de quelques princesses et de Marie Curie – qui, cela dit en passant, profita de l'uranium congolais pour ses études sur le radium –, il s'agit presque toujours d'hommes blancs. A-t-on conscience de la réalité historique glorifiée à travers ces hommes ? Force est de constater que le passé colonial de ces « héros » belges est encore trop souvent exempt des biographies officielles et de ce fait, inconnu du grand public.

Nous avons décidé d'analyser l'entiereté du réseau de la STIB. Nous avons donc fréquenté plus de 2000 arrêts afin de dresser un tableau des figures historiques. Nous ne reprendrons ici que les exemples les plus marquants tant ils sont nombreux. Avant de se mettre en route, les mots du collectif Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations s'imposent : « En Belgique, nous avons presque tous dans notre entourage proche des membres

qui ont vécu la période coloniale, dans un camp comme dans l'autre. C'est une des raisons qui expliquent qu'en parler ensemble est si compliqué. Il est question ici d'un processus, d'une logique coloniale, qui n'a jamais cessé. C'est cette dynamique que nous cherchons à récuser, à abattre, et non les personnes qui y ont participé, souvent inconsciemment. » Même si certains dirigeants de l'époque savaient très bien ce qu'ils faisaient.

Des hommes et des faits

Commençons notre balade non loin du parc Josaphat, à Schaerbeek, avec l'avenue Louis Bertrand et son arrêt de tram éponyme sur la ligne 7. Né en 1856 et décédé en 1943, celui qui deviendra ministre d'État en 1918 est le fondateur du Parti ouvrier belge (POB) et du journal *Le Peuple*. Avec son ami et collègue Émile Vandervelde, ils dénoncent les exactions de Léopold II au Congo et s'inscrivent donc en apparence dans



À Bruxelles, plusieurs noms d'arrêts de métro – tel celui du major Arthur Pétillon – proviennent de personnalités belges, ayant joué un rôle prépondérant et pas toujours éthique durant la période coloniale.

la lutte anticoloniale. Mais, lors de la reprise du Congo par la Belgique, ils finissent par s'en accommoder et Louis Bertrand fera partie du conseil d'administration des Huileries du Congo belge, que nous évoquons plus en détail ci-après.

Plongeons ensuite dans le métro à Woluwe-Saint-Lambert, ligne 1, pour tomber sur le camarade de Louis Bertrand, à savoir Émile Vandervelde (1866-1938), membre du POB et ministre d'État lui aussi. Un de ses amis, lord William Lever (fondateur d'Unilever, déjà connu à l'époque pour ses savons Sunlight) a obtenu, grâce à lui, des milliers d'hectares au Congo, ce qui nécessite l'expropriation de neuf villages, soit des milliers de personnes déplacées. Une culture d'huile de

palme pour les Huileries du Congo belge y fut mise en place avec, à la clé, des bénéfices se chiffrant en millions pour Lever. L'armée belge aida l'homme d'affaires à maintenir l'ordre dans les plantations et à faire travailler les esclaves qui y résidaient. En 1957, la compagnie employait quelque 15 000 esclaves soumis au travail forcé. Les terres accaparées ont été léguées en 2009 à Feronia, une entreprise canadienne qui y gère 100 000 hectares, dont 30 000 qui servent à la culture d'huile de palme. Feronia entend répondre à la demande croissante en huile de palme et revitaliser la région par ses activités. Ce discours a plu à BIO, une société belge d'investissement dans les pays en voie de développement, qui finança Feronia à hauteur de 11 millions de dollars,



© EmDec

Des monuments publics à la gloire du colonialisme, comme cette statue du « Génie belge guidant le Congo », trônent encore dans les parcs et rues du pays.

tout satisfaits qu'ils étaient de pouvoir soutenir l'«emploi rural». Les écoles et centres de santé promis par Feronia sont toujours attendus... Tout comme la conformité aux normes salariales congolaises: faire passer le salaire des employés d'un à quatre euros par jour semble insurmontable pour cette société qui pourtant a touché plus de 100 millions d'euros des institutions occidentales d'aide au développement¹.

Du côté de l'ULB

Non loin de l'ULB, dans le quartier du cimetière d'Ixelles, nous descendons du bus à l'arrêt Thys sur la ligne 95. Ce nom vous dit quelque chose? Sans doute l'avez-vous déjà croisé lors d'une de vos balades dominicales au Cinquantenaire. Une statue a été dédiée au général Albert Thys

(1849-1915) et trône à l'entrée du parc. *Le Génie belge guidant le Congo*, les termes en disent long sur la vision de l'époque coloniale. La Belgique, représentée par une femme, montre la direction à ce qui semble être la représentation d'une Congolaise, à en juger par sa nudité et ses traits. Le Congo, à travers cette femme, porte la corne d'abondance tout en regardant la Belgique avec ferveur. Un message clair et assumé du pillage du Congo par une Belgique drapée dans ses idéaux chrétiens? D'autant plus que la statue se dresse dans un lieu lui-même polémique: le Cinquantenaire, appelé «arcades des mains coupées» par Émile Vandervelde – du temps où il dénonçait le sang versé au Congo – sur la base des informations fournies par Albert Thys lui-même. Après avoir fait ses armes à l'École royale militaire et à l'École de guerre,

¹ Stéphane Desgain et Éric Walravens, «Feronia: quand la coopération belge soutient l'accaparement des terres», mis en ligne sur www.cncd.be, le 25 avril 2019.

le futur général entre à 27 ans, au service de Léopold II. C'est donc en tant que secrétaire pour les affaires coloniales qu'il part s'installer au Congo. Il sera considéré comme le « maître d'œuvre du système d'exploitation colonial », notamment de par son rôle de promoteur du chemin de fer Matadi-Léopoldville. Pour rappel, cette ligne ferroviaire coûtera la vie à 132 Européens, plus de 1800 Africains et 5500 Asiatiques selon les estimations². L'industriel aguerri a créé bon nombre de sociétés belges actives au Congo, jusqu'à rivaliser avec Léopold II quant aux profits qu'ils réalisaient chacun de leur côté.

Nous remontons dans le bus 95, direction Wiener, en référence au sculpteur Léopold Wiener (1823-1891) dont la place centrale de Watermael-Boitsfort porte le nom. Il a certes gravé de la monnaie pour Léopold II, mais c'est son fils Samson (Sam) Wiener (1851-1914) qui a été très proche du « Souverain du Congo » en tant que confident, conseiller juridique et avocat. Il participe en 1895 au discours d'annexion du Congo du général-major Thys.

Le long de l'avenue Franklin Roosevelt, sur la ligne 8 du tram, nous nous arrêtons à Empain, devant la superbe villa du même nom. Édouard Louis Joseph Empain (1852-1929), le père de Louis-Jean qui a fait construire cette somptueuse villa, aujourd'hui centre d'art et de dialogue entre les cultures d'Orient et d'Occident, était un riche industriel belge, égyptologue amateur et intéressé par le Congo pour de tout autres raisons. Après avoir développé les chemins de fer et les tramways

urbains et interurbains en Belgique, en France – on lui doit le métro de Paris – et en Chine, le baron Empain a fondé et dirigé la Compagnie du chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. Outre le secteur des transports, l'activité coloniale du groupe Empain a été très intense dans celui de l'extraction minière puisque le baron était actionnaire de l'Union minière du Haut-Katanga avec sa société Electrorail³.

Un peu plus loin, aux confins d'Ixelles et de Bruxelles; les lignes de tram 81, 92, et 97 ont en commun un arrêt: Janson. Les étudiants bruxellois connaissent surtout Paul-Émile, qui a donné son nom au plus grand auditoire de l'ULB ainsi qu'à plusieurs rues et places en régions bruxelloise et wallonne à Tournai, Flémalle-Grande, Stambruges et Awans. Son père, Paul, a étudié le droit à l'ULB avant de devenir député, sénateur et enfin ministre d'État. Ce libéral progressiste s'est battu pour le suffrage universel et l'instruction obligatoire en Belgique, mais en tant que membre de la Société d'anthropologie belge, il a utilisé la phrénologie⁴ pour établir une hiérarchie raciale en vue de prouver scientifiquement la domination des Blancs sur toutes les autres ethnies⁵.

En grattant le vernis des noms d'arrêts et de rues donnés en hommage, les stigmates de l'histoire coloniale belge apparaissent. Il en existe de nombreux autres. Si les figures retenues et à retenir sont imposées, il reste une autre histoire à raconter aux étudiants, mais aussi aux voyageurs du passé, du présent et de l'avenir. 🌿

2 « Les Congo-lâtres », n° 20, février 2016.

3 Xavier Mabilie, Charles-Xavier Tulkens et Anne Vincent, *La Société Générale de Belgique 1822-1997: le pouvoir d'un groupe à travers l'histoire*, CRISP, 1997, p. 97.

4 Théorie selon laquelle les bosses du crâne d'un être humain reflètent son caractère, NDLR.

5 Michel Bouffoux, « Lusinga... Et 300 autres crânes d'Africains conservés à Bruxelles (partie 2): Le "pauvre diable" de l'ULB », mis en ligne sur <https://parismatch.be>, le 24 mai 2018.

A photograph of a rural landscape. In the foreground, there is a field with rows of young green plants in dark brown soil. A black irrigation pipe runs diagonally across the field. In the middle ground, there is a wooden fence and a few small, simple structures. The background shows a hillside with bare trees and a cloudy sky.

60 Exploitation sans frontières

64 Croyants ou pas, tous égaux au boulot

67 Mexique : quand le « développement » nuit à la vie



Exploitation sans frontières

En Italie, il n'est pas rare d'observer des travailleurs qui proviennent d'Afrique subsaharienne œuvrer dans les champs. Dans le sud de la Botte, ils sont même quasi majoritaires. Mais quelles sont les conditions de travail de ces migrants ? Afin de contrer l'exploitation, certains se sont organisés en coopérative. C'est le cas de Barikama. Reportage en rase campagne.

Dario Antonelli, reporter
Et Giacomo Sini, photojournaliste

Ismail se lève au milieu des plantations et regarde son compagnon le plus proche. «Lorè, tu ne fais rien et tu as déjà mal au dos?» Avec son couteau, il nettoie le chou-fleur, lui enlève ses longues feuilles et dépose le légume dans une boîte. La salade et les épinards ramassés dans d'autres champs s'accumulent aussi dans les cagettes, prêtes à être livrées. En riant, Lorenzo et Cheikh soulèvent les caisses. Ce matin, ils ont terminé la récolte, même si nous ne sommes qu'au début de février. Le soleil est chaud, les nuages ont été emportés par le vent qui vient de se lever.

Ces récoltes sont celles de Barikama, une association créée en 2011 par un groupe de jeunes Africains. Beaucoup d'entre eux ont pris part au soulèvement de Rosarno en janvier 2010, lorsque des centaines de travailleurs africains exploités dans les plantations d'agrumes de la région se sont révoltés à la suite d'une attaque raciste dont avait été

victime l'un de leurs collègues. Ces révoltes ont, pour la première fois, brisé le silence sur les conditions des travailleurs immigrés dans la campagne italienne.

S'affranchir de l'exploitation

Dix ans se sont écoulés depuis et ils ont choisi de créer la coopérative Barikama qui produit du yaourt et des légumes au Casale di Martignano, sur les rives du lac homonyme, à 35 kilomètres de la capitale. Mais ce n'est pas seulement un travail, c'est aussi une forme de rachat de l'exploitation, une initiative de solidarité qui se lie à d'autres expériences alternatives dans la région. Un projet social qui implique également au travers des stages et des contrats de travail de jeunes Italiens qui manifestent un trouble du spectre autistique léger ou le syndrome d'Asperger. Parmi ceux-ci, il y a Lorenzo, un gars de Rome qui travaille à Martignano tous les mardis depuis deux ans.

«Barikama», un mot en provenance du Mali qui peut se traduire par «résistance». La coopérative a son entrepôt à Pigneto, un quartier historique de la classe ouvrière de Rome. À sept heures du matin, le ciel commence à s'éclaircir, Modibo entre dans un bar pour le petit déjeuner et salue tout le monde. «Il y a celui à la pomme, tu le veux?» demande le barman dans un argot serré, en montrant les croissants fourrés. Dehors, il fait encore froid. «Quelque chose a changé dans notre vie», dit-il en attendant l'arrivée des autres. «Si vous n'êtes pas riche, vous ne pouvez pas trouver les relais pour vous guérir, acheter des médicaments. Si une personne que vous aimez tombe malade, vous ne pouvez rien faire. Ça vous fait perdre la tête.» Modibo, 32 ans, est arrivé à Lampedusa en 2008 en provenance du Mali. Son père est décédé alors qu'il était enfant, il n'a donc pas pu étudier et a toujours travaillé dans les champs. Comme tous

les matins, les jeunes de la coopérative Barikama se retrouvent à l'entrepôt pour charger la camionnette puis répartir les tâches quotidiennes entre travaux de terrain, livraisons et marchés. Il existe dix marchés différents auxquels ils participent régulièrement pendant un mois. En plus de ces activités, la coopérative fournit également plus d'une trentaine de GAS (Groupe-ment d'achat solidaire) dont celui du Casale Podere Rosa, entre Nomentano et San Basilio à Rome.

Le marché de Trieste de la via Chiana est un marché couvert de la ville, récemment rouvert. Il y a beaucoup de stands, mais pendant la semaine, peu de personnes le fréquentent. Seul le samedi est vraiment vivant. Mais Barikama est là chaque jour avec ses produits et un gars différent pour tenir le comptoir. Tony, 31 ans, est arrivé en Italie il y a quatre ans. Au Nigéria, il était maçon. Peu de temps

Le collectif Barikama, créé par des migrants agriculteurs, permet de sortir du circuit de l'exploitation.



après son arrivée, il a été embauché dans une exploitation de tomates à Foggia. Il s'assied à côté du comp-toir et raconte: «À Foggia, ils nous donnaient quatre euros pour chaque boîte de 350 kg remplie, c'était la course.» Après quatre mois, Tony a quitté la campagne des Pouilles pour se rendre à Rome, où il a débuté en tant que stagiaire pour Barikama, puis a été embauché pour travailler avec eux. Il sourit et s'arrête pour servir un client.

Surtout, fermer les yeux

Le vent est glacial, mais le soleil réchauffe la cabine de Cheikh. «Lorsque nous sommes arrivés de Rosarno, sans emploi, nous avons demandé des permis de séjour, mais nous n'avons pas trouvé de travail régulier. Tout a commencé à Csoa eXS-nia, un centre social de la via Prenestina, quand un ami nous a suggéré de produire du yaourt. Au début, nous ne gagnions que cinq ou dix euros chacun, ce qui nous a au moins permis d'appeler chez nous», raconte le gars assis derrière le volant. «Nous y fabriquons quelques pots de yaourt puis, en 2014, nous avons créé une coopérative. À la recherche d'un endroit approprié pour cette production, nous avons trouvé le Casale di Martignano, une ferme de la région. Nous avons conclu des accords avec les héritiers Ferrazza qui sont propriétaires, d'abord pour l'utilisation de la laiterie et des machines pour la production de yaourt, puis pour la culture des champs inutilisés de la zone.» Aujourd'hui, Barikama cultive six hectares de verger. Et l'année dernière, elle a produit près de 200 litres

de yaourt par semaine. La société des héritiers Ferrazza octroie l'utilisation des terres et de la laiterie en échange d'une part des revenus des légumes et de la production de yaourt gérée par Barikama.

Cheikh a 34 ans. Au Sénégal, il était joueur de football et il a étudié la biologie à l'université. Il s'est rendu à Lisbonne pour une sélection pour le club de Benfica, mais cela ne s'est pas bien passé. Il a donc déménagé en Italie pour travailler à Foggia et Rosarno. «Quand je travaillais dans les champs, je regardais autour de moi et je calculais: à Rosarno, entre 200 et 300 personnes travaillaient sans contrat pendant au moins un mois. Il n'est pas possible que quelqu'un ne l'ait pas vu. Comment échappent-ils aux impôts avec tout cet argent?» Mais ce n'est pas la seule chose que Cheikh ne comprend pas. «Pourquoi les gens ont écouté Salvini et ne s'interrogent pas sur la raison de cette l'immigration? Je pense que personne ne veut émigrer, je voudrais être avec ma famille, rester à la maison. Ceux qui nous exploitent ici sont les mêmes que ceux qui nous exploitent en Afrique, même s'ils changent de visage.»

La terre comme tremplin

Pendant ce temps, Aboubakar et Saydun repositionnent les tuyaux d'irrigation goutte à goutte dans le champ où les plants de haricots verts ont déjà fleuri. «C'est une houe africaine, j'en ai une pour chaque fonction, toutes différentes les unes des autres.» Au début, Barikama n'était pas en mesure de travailler les six hectares de terre. Mais

l'année dernière, grâce à l'aide d'une association, ils ont réussi à acheter un tracteur. «Je travaillais aussi dans les champs au Mali, depuis mon enfance. Là-bas, nous cultivons principalement du coton, du maïs, du riz qui nécessitent moins de soins et de travail que les végétaux. C'était plus confortable», explique Aboubakar. «J'aimais travailler dans l'agriculture, mais maintenant je ne veux plus le faire. Je voudrais un travail plus confortable, mais c'est difficile de trouver autre chose.»

Une approche égalitaire

Dans les champs du sud, Cheikh vérifie le poids des caisses fraîchement emballées avant de charger la camionnette et explique que dans la coopérative: «Chaque mois, les dépenses sont minutieusement comptabilisées. On met un peu de côté pour maintenir un fonds de réserve et ce qui reste est divisé.» Tous les membres reçoivent le même salaire. «Ce n'est pas grand-chose, mais l'année 2019 a été bonne: en moyenne 500 euros par mois, 700 en fin d'année. En été, pendant un mois, nous avons renoncé à nos salaires, mais nous n'avons pas perdu d'argent.» Pour Cheikh, l'objectif est désormais de gagner en autonomie, d'étendre la distribution et d'augmenter les ventes en gros pour garantir un salaire stable à tous. «Croître tout en conservant la forme coopérative.»

Le jeudi est le «jour du yaourt», mais il n'y a que Modibo qui travaille aujourd'hui à Martignano. Il est arrivé tôt le matin. Tony a ren-

dez-vous au poste de police pour son permis de séjour, les autres sont occupés avec les marchés et les livraisons. Il a également laissé ses vêtements de travail dans la camionnette de Rome. Le yogourt ne peut pas être reporté, il doit être produit chaque semaine. C'est l'un des produits les plus vendus et qui rapporte le plus à Barikama.

Modibo finit souvent de travailler tard à Martignano et il faut plus de deux heures pour rentrer par les transports en commun à Torrenova, là où il vit, à la périphérie de Rome. Aujourd'hui, il a trouvé un lift pour rentrer chez lui, mais avec le trafic, c'est toujours une aventure. Personne ne le salue au bar près de la maison quand il s'arrête pour boire un jus de fruits. En général, il rentre directement chez lui. Avec sa colocataire, également originaire du Mali, ils paient 500 euros pour une maison de plein pied, dans la cour arrière d'une copropriété. Les trois petites pièces sont pleines d'humidité, mais elle est accueillante et la cuisine est toujours ouverte aux hôtes. À partir de la semaine prochaine, Modibo commencera à travailler à Martignano en tant qu'assistant-cuisinier dans la ferme. C'est un travail qu'il aime. Tout en mettant l'oignon à frire, il dit: «J'aimerais quitter cette maison trop humide. Mais personne ne nous fait confiance; c'est difficile de trouver une location.» Les *spaghetti al tonno* qu'il a préparés terminent leur cuisson, l'odeur donne l'eau à la bouche. Tout le monde s'assied autour de la petite table, il est l'heure de manger. 🍴

Croyants ou pas, tous égaux au boulot

Le 29 janvier dernier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est opposée à l'inscription de la notion d'accommodement raisonnable dans une résolution portant sur la liberté religieuse sur le lieu de travail. Ce rejet est une bonne nouvelle pour la laïcité et la défense de l'universalité des droits humains.

Par François Finck
Délégué «Europe & International» - CAL/COM

Le but principal du Conseil de l'Europe, qui regroupe 47 États membres, est la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains. Son Assemblée parlementaire (APCE), contrairement au Parlement européen, est composée de parlementaires nationaux, délégués par leur parlement lors des sessions, quatre fois par an. L'APCE peut adopter des résolutions et des recommandations¹ qui, si elles ne sont pas obligatoires, ont néanmoins une grande importance. Ces textes donnent un signal politique fort, car ils traduisent la volonté d'une Assemblée représentant les citoyens de l'ensemble du continent. Comme de nombreux autres forums européens et internationaux, l'APCE est l'objet d'une offensive de la droite religieuse.

C'est dans ce contexte qu'en 2019, un groupe de députés conservateurs ont déposé une proposition de résolution et de recommandation portant sur

«La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail». L'élément le plus problématique de cette proposition, d'un point de vue laïque, était sa tentative d'introduire l'accommodement raisonnable dans le droit des États membres.

Pas de privilège pour les religions

Soulignons en premier lieu qu'il s'agissait là d'une tactique habituelle de ce qui est souvent désigné comme le «mouvement anti-droits»: faire avancer ses objectifs sous le vocable des droits de l'homme. Cependant, le but des promoteurs de ces textes était de parvenir à cet objectif en poussant les États membres à introduire des mécanismes juridiques garantissant aux personnes religieuses des accommodements, ou aménagements, dits «raisonnables».

Selon ce concept, les revendications des employés basées sur un argument religieux doivent être en

¹ Une résolution est adressée aux États membres, tandis qu'une recommandation est envoyée au Comité des ministres pour suivi, et est donc un texte plus contraignant.

principe acceptées, à charge pour l'employeur de prendre les nécessaires mesures d'aménagement. Ce concept est contraire à l'esprit de la laïcité et risque de causer des violations des droits d'autres personnes.

L'accommodement raisonnable privilégie les revendications religieuses sur toutes les autres. Les employés faisant état d'une exigence fondée sur un précepte religieux doivent être satisfaits, ce qui conduit à la rupture de l'égalité entre les travailleurs. Les travailleurs croyants, et parmi eux les plus revendicatifs, sont privilégiés. Il revient à l'employeur – et aux autres employés – d'en supporter les conséquences en étant plus flexible.

En outre, l'accommodement raisonnable favorise les plus radicaux au sein même d'une religion, car la satisfaction de leurs revendications leur permet d'exercer une plus grande pression sur leurs coreligionnaires. Comme l'a noté Yolande Geadah, qui en a observé les dérives au Canada, «l'accommodement accordé à titre individuel a un effet d'entraînement. Il finit par établir une norme sociale s'appliquant au groupe religieux.»² La lecture la plus fondamentaliste est encouragée, car l'accommodement raisonnable suppose qu'une revendication religieuse doit en principe être entièrement acceptée, sans que le croyant doive faire de compromis sur sa pratique.

Par ailleurs, les accommodements raisonnables sont susceptibles de mener à des discriminations sur le

fondement de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre ou à des limitations à l'accès des femmes à la contraception ou à l'avortement. En effet, un employé pourrait faire valoir qu'un acte est contraire aux préceptes de sa religion, conduisant à des discriminations (par exemple : refus d'un employé de mairie d'enregistrer un mariage ou partenariat de personnes du même sexe...) ou à des limitations d'accès aux droits reproductifs (refus de vente de moyens contraceptifs par un pharmacien...).

Du Canada à l'Europe ?

Il importe ici de noter que l'accommodement raisonnable a été développé au Canada comme une manière de défendre les droits de minorités religieuses (musulmans, juifs, sikhs, notamment); en Europe, le concept est utilisé par les conservateurs chrétiens pour se défendre contre la sécularisation de la société et l'extension du domaine des droits fondamentaux.

Au Canada même, où il a force de loi, l'accommodement raisonnable est critiqué pour la place démesurée qu'il donne aux revendications fondées sur la religion, au détriment des valeurs communes de la société et des libertés des autres citoyens. Le Québec a récemment adopté une loi proclamant la laïcité de l'État, limitant fortement les accommodements raisonnables.

En Europe, l'accommodement raisonnable n'existe pas dans le droit,

² Cf. Yolande Geadah, *Accommodements raisonnables. Droit à la différence et non-différence des droits*, Montréal, VLB, 2007, 95 p.



L'accommodement raisonnable favorise les plus radicaux au sein même d'une religion. L'opposition du Conseil de l'Europe à ce concept permet de sauvegarder les droits de tou.te.s !

ni des États membres du Conseil ni de l'Union européenne. Il n'est pas non plus requis par la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège la liberté de pensée, de conscience et de religion. Non seulement la Convention va bien au-delà de la «liberté religieuse», mais la Cour européenne des droits de l'homme laisse aux États une certaine marge de manœuvre quant à la manière de concilier cette liberté avec les droits des autres personnes et l'intérêt général.³

Un coup d'arrêt à la droite religieuse

Face à ces projets visant à renforcer les privilèges religieux en Europe, une coalition de parlementaires des groupes socialiste-vert et libéral a réagi. Leur action a été soutenue par un groupe d'ONG, comprenant la

Fédération humaniste européenne dont le CAL est membre. Leur but était de rejeter les textes proposés, sinon de faire adopter des amendements remplaçant toute mention de l'accommodement raisonnable par une référence à l'obligation de non-discrimination, un simple rappel au droit de la Convention européenne des droits de l'homme. En fin de compte, la résolution a été adoptée, mais dans une version fortement amendée, sans aucune référence à l'accommodement raisonnable; la recommandation a été rejetée par 70 voix contre 67, dans ce qui constitue un important précédent pour la défense de la laïcité au Conseil de l'Europe. ✨

3 Cf. notamment arrêts Eweida et autres c. Royaume-Uni et Ebrahimian c. France.

Mexique : quand le « développement » nuit à la vie

Sous la devise « Oui à la vie, non à la mine », les communautés autochtones au Mexique s'opposent à des mégaprojets d'exploitation minière. Le but : pouvoir définir et poursuivre leur propre modèle de développement économique, social et culturel. Et pas celui que l'État mexicain leur impose.

Par Mireia Crespo
Déléguée « Europe & International » - CAL/COM

Après un litige qui a duré cinq ans, la communauté autochtone Capulálpam de Méndez à Oaxaca a remporté une victoire historique en octobre 2019 : le tribunal a annulé les concessions minières sur leur territoire en reconnaissant les origines ancestrales de la communauté. Malgré cela, les sociétés minières concernées poursuivent leurs activités d'exploration et d'extraction, après avoir contesté la décision. Selon les dirigeants communautaires, ces entreprises opèrent maintenant dans l'illégalité¹.

Le cas de Capulálpam est symbolique : il illustre la dure lutte des peuples autochtones et communautés agricoles au Mexique qui tentent de protéger leurs territoires des projets extractivistes nuisibles à la vie. Ils résistent à un modèle de développement économique qui priorise l'extraction de ressources naturelles à grande échelle et qui est orienté vers l'exportation

de matières premières. Un modèle extractiviste qui ne tient pas compte de la pollution et de la dégradation des ressources naturelles, des évictions forcées et de la dépossession des terres, ainsi que du climat de violence et de répression qui résultent de ces activités.

Sans consultation préalable, libre et éclairée

En 2015, Capulálpam de Méndez a introduit recours en amparo² afin de recevoir la protection de la justice mexicaine face à la menace des concessions minières pour l'exploitation d'or et d'argent. L'argument utilisé se base sur les obligations internationales du Mexique en matière de droits humains : les concessions ont été accordées sans consultation de la communauté agricole, et donc sans respecter la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

1 Miguel Maya Alonso, « Histórico fallo contra concesión minera en Capulálpam de Méndez, Oaxaca », mis en ligne sur <https://imparcialoaxaca.mx>, le 12 février 2020.

2 Mécanisme juridique qui permet aux particuliers d'exercer une requête directe en contrôle de constitutionnalité, NDLR.

Cette convention protège les peuples et communautés autochtones en reconnaissant leur droit à des consultations préalables, libres et éclairées.

Mais, le tribunal a annulé les concessions octroyées sans cette consultation. Et l'impact des travaux déjà initiés est irréversible : rivières polluées, treize sources asséchées et les autorités autochtones ont dû trouver d'autres solutions pour fournir de l'eau à la population. Rappelons-le, la vie de ces peuples dépend de leur accès aux ressources naturelles, et notamment de leurs rivières et sources d'eau pour se nourrir et faire pousser leurs cultures.

Au nom du développement

Comme d'autres pays d'Amérique latine, depuis les années 1980 le Mexique est sujet à une série de réformes légales et constitutionnelles visant la libéralisation économique du pays, et concrètement l'expansion de mégaprojets d'investissement. La réforme de la Loi minière en 1992 a constitué un point décisif : depuis, les entreprises transnationales pourraient participer aux activités extractives. L'article 6 de cette loi, point conflictuel avec l'exercice des droits à la terre et aux ressources naturelles par les communautés, considère l'exploitation minière comme « d'utilité publique » et, par conséquent, permet de prioriser l'exploitation de la terre sur les droits des propriétaires ancestraux de celle-ci.

Au niveau politique, le raisonnement derrière la défense de ce modèle extractif s'articule sur un argument

classique : le développement. Moteur de développement local et national, les activités extractives favoriseraient la création d'emplois et viseraient à augmenter la qualité de vie des communautés concernées.

Un modèle qui promeut la spéculation

Malgré le manque de transparence dans le secteur de l'exploitation minière, le résultat des politiques de libéralisation est constatable. Entre 2010 et 2018, le nombre de projets miniers a doublé de 667 à 1 531³. Cela pourrait nous surprendre, 92 % des sociétés qui ont un permis d'exploitation du territoire sont étrangères, parmi lesquelles 70 % sont canadiennes. Pourtant, 56 % des projets en cours d'exécution sont mis en place par des sociétés mexicaines⁴. La logique de la spéculation explique ces chiffres : de grandes surfaces de territoire sont allouées à des petites sociétés de capitaux étrangers, afin que celles-ci sélectionnent les zones les plus rentables pour les vendre à d'autres sociétés, qui à leur tour vont procéder à l'exploitation minière.

Le prix de la défense du droit à la terre

Les études indiquent qu'entre 2000 et 2012, les communautés autochtones ont perdu le contrôle sur 7 % de leur territoire à la suite de l'accord de concessions minières seulement entre 2000 et 2012. Parmi les vingt-neuf conflits existants relatifs aux activités extractives documentés en

3 « Anuario 2018: Las actividades extractivas en México. Desafíos para la 4T », mis en ligne sur <https://fundar.org.mx>, le 20 août 2019.

4 « Conflictos mineros en América latina: extracción, saqueo y agresión », mis en ligne sur www.ocmal.org, 27 mai 2019.



Au Mexique, comme dans toute l'Amérique latine, une vive tension existe entre les populations autochtones et les grandes exploitations minières.

2014, 28 % concernent des peuples ou communautés autochtones⁵.

Quand le conflit s'installe, ce sont les habitants qui en payent le prix. La violence envers les individus qui se prononcent ouvertement contre les activités minières est effrayante : la criminalisation, les attaques physiques, les campagnes de diffamation constituent les principaux schémas d'agression. L'impunité, le manque d'accès à la justice et le crime organisé s'ajoutent à ces facteurs.

Selon les Nations unies, ces populations ne possèdent pas les moyens juridiques nécessaires pour faire reconnaître leurs droits à la terre, qui ne sont pas accessibles et

peuvent entraîner de longues procédures judiciaires. C'est précisément pendant les périodes d'attente d'une décision que beaucoup de communautés font face à des représailles, à des déplacements forcés ou à des assassinats dans les cas les plus dramatiques.

Pour les communautés autochtones et agricoles du Mexique, refuser les mégaprojets d'exploitation minière imposés par l'État depuis les années 1980 est une question de survie. Cette résistance transcende la lutte pour la terre ou les ressources, leur but étant d'obtenir la reconnaissance de leurs droits humains comme expression fondamentale de leur libre détermination. 🌿

5 Laura R. Valadares de la Cruz, « El asedio a las autonomías indígenas por el modelo minero extractivo en México The Siege of Indigenous Autonomies Due to the Extractive Mining Model in Mexico », dans *Iztapalapa. Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, n° 85, juillet-décembre 2018, mis en ligne sur www.scielo.org.mx.



72 La photo, vecteur de lien social
pour les réfugiés

75 Éduquées pour servir



La photo, vecteur de lien social pour les réfugiés

Photographe et cinématographe formé à l'Insas, Frédéric Moreau de Bellaing capte la réalité des sans-papiers et des réfugiés en Belgique depuis 2016. À travers son objectif et avec son cœur, en tant qu'hébergeur au sein de la plateforme citoyenne BXLRefugees.

Par Catherine Callico
Journaliste

Le rendez-vous est fixé dans un studio de BX1, à l'occasion d'une série de portraits que Frédéric Moreau de Bellaing réalise dans le cadre de l'exposition itinérante « Journalistes en exil », présentée en février au centre culturel d'Anderlecht, et le 6 mai prochain à Bozar lors du Difference Day. Derrière l'initiative, la jeune ASBL En-Gaje (Ensemble-Groupe d'aide aux journalistes exilés), lancée fin 2018. Tout sourire, le journaliste irakien militant Mansoor Mhanawi se prête au shooting. Il y a plus de trois ans, il est arrivé en Belgique, dans un centre pour réfugiés à Couvin. Dans son pays, il présentait chaque matin sur la chaîne télévisée gouvernementale le talk-show culturel « Good Morning Irak », et prestait également au sein de Radio Bagdad. Avec le durcissement du régime en place et la censure imposée aux journalistes, mais aussi le nombre accru d'assassinats dans le milieu, Mansoor Mhanawi a choisi de fuir, pour sa sécurité et

celle de sa famille (exilée de son côté, à l'écart de la capitale irakienne). Depuis, il apprend la langue française, enseigne bénévolement les arts au Collège Saint-Pierre à Bruxelles, et réalise çà et là de petits reportages sur la culture belge, et des personnalités comme Adolphe Sax ou la Reine Élisabeth. « Je connais également beaucoup de gens de talents qui vivent en Belgique, poursuit-il. Des artistes à Anvers, des musiciens à Louvain, un coach de football à Molenbeek, un Irakien qui enseigne au Conservatoire de Mons... Et ici, grâce à En-Gaje, j'ai la chance de rencontrer d'autres journalistes et d'établir des contacts professionnels. »

Créer un sentiment de familiarité

Depuis 2016, année où il a réalisé des clichés de sans-papiers dans un squat bruxellois à la demande de l'association La voix des sans-papiers, Frédéric Moreau de Bellaing côtoie diverses

réalités liées au statut de réfugiés. «La plupart de ceux qui sont arrivés ici sont passés par la Libye et ont été torturés, violés, faits esclaves... et quand on les voit attendre presque avec un sourire, dans le froid ou la pluie, qu'une famille les accueille, on se demande parfois comment ils arrivent encore à se comporter de manière humaine, décente après avoir vécu des choses aussi traumatisantes. Certains ont vu mourir des proches ou des gens qui ont fui avec eux en passant par les déserts d'Algérie ou de Libye. Un réfugié est notamment arrivé ici avec une jambe de bois et un staphylocoque doré dans la moelle osseuse. Si on ne l'avait pas soigné en Belgique, il serait mort. En Allemagne, on avait refusé de le soigner sous prétexte qu'il n'avait pas de papiers...»

Le déclic, en tant que photographe, est survenu en août 2017, lorsque Frédéric Moreau de Bellaing est passé au parc

Maximilien. «J'ai commencé à jouer à la balançoire avec des gamins, leur mère se reposait contre un arbre. J'ai ensuite compris que c'étaient des réfugiés. Et quand, le mois suivant, il y a eu une rafle au parc, cela m'a beaucoup touché. Dès qu'un contact s'établit, tu vois une personne, un autre humain, et non plus une masse de gens.» Il a alors pris conscience de l'importance de familiariser le public avec les réfugiés, au travers de l'image. «Depuis qu'on est gosse, on a en tête des images de migrants – à l'époque surtout des pays de l'Est – et on les croise sans les connaître. Si quelqu'un se fait taper dessus devant nous, on n'agit pas, sauf si on connaît la personne. À mon petit niveau, et en tant que photographe, ce qui m'intéresse est de donner aux gens le sentiment de connaître les réfugiés.»

Pour renforcer cet impact et dans le cadre de l'exposition présentée à



Une initiale, pleine de pudeur, qui cache le visage d'un être humain en quête d'asile.

Anderlecht, il a choisi d'encadrer les portraits des journalistes en exil dans de vieux cadres dorés, «des cadres de mes ancêtres – que je n'ai pas connus – et dont j'ai ôté le portrait». Le but étant de «donner une image dans laquelle les gens peuvent se projeter. La photo n'est pas du journalisme, de l'information pure. C'est un vecteur d'émotions. Très peu de textes accompagnent mes images.»

De la rue à BXLRefugees

Sur son propre site Web, Frédéric Moreau de Bellaing publie notamment des clichés de réfugiés pris pour la plateforme citoyenne BXLRefugees, qu'il a rejointe en tant que photographe bénévole et hébergeur. Subtilement, il met en scène des pieds, des visages floutés ou barrés par un accessoire. «Ces personnes souhaitent le plus souvent rester anonymes, et ce parti pris génère beaucoup de créativité», relève-t-il. «Comme j'étais contraint de "couper" leurs visages, j'ai pris cela comme un gimmick. Quand tu ne vois pas les yeux, tu vois tout le reste. Certains refusent d'être pris en photo, la plupart se prêtent au jeu, et cela crée un rapport de proximité. Et lorsqu'ils se voient exposés, ils sont contents, se sentent respectés. Je pars de l'idée qu'ils n'ont plus rien à eux. Les policiers ou Bruxelles Propreté leur prennent tout. La seule chose qu'ils détiennent encore réellement est leur image, je comprends donc qu'ils soient très exigeants. Au travers de ces photos, je donne aussi

mon point de vue sur cette réalité. J'assume ma subjectivité.»

Il y a peu, il a par ailleurs obtenu gain de cause en justice – à la suite de la plainte déposée par quatre policiers de la zone bruxelloise – aux côtés d'autres professionnels qui ont participé à l'exposition collective «Don't shoot!» en novembre 2018, qui dénonçait en images la répression de la liberté d'expression en Belgique, ainsi que celle des mouvements sociaux, des citoyens, des migrants et des journalistes, tout en posant la question: «Peut-on encore filmer ou photographier la police sans se faire arrêter?»

Aujourd'hui, «il n'y a presque plus personne dans le parc, car ils en sont chassés. Ils se méfient aussi des photographes», poursuit Frédéric Moreau de Bellaing. «La dernière fois, j'ai sympathisé avec trois Soudanais et ils ont juste accepté que je photographie leurs pieds...» Beaucoup sont hébergés grâce à la plateforme BXLRefugees, de manière ponctuelle ou quasi permanente. «Vu l'inconsistance des politiciens, nous continuons à nous organiser en tant que citoyens pour créer un réseau d'hébergement et d'information.» En tant qu'hébergeur, chacun définit ses règles en fonction de ses possibilités. Comme le photographe le fait avec son diaphragme, l'hébergeur ouvre sa porte et la referme pour mieux continuer. 🌿



Éduquées pour servir

Sous ses airs de comédie, parfois musicale, inoffensive, « La Bonne Épouse » séduit surtout par son positionnement original dans un septième art hexagonal de plus en plus marqué par le #MeToo. Car ce film a la très bonne idée de situer son histoire dans les tréfonds des « écoles ménagères » dont la vague féministe post-soixante-huitarde a, enfin, sonné le glas. Rencontre avec Martin Provost, cinéaste qui n'a pas attendu les hashtags en tous genres pour sensibiliser les salles obscures à l'émancipation féminine.

Propos recueillis par Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Pourquoi avoir choisi de situer votre histoire dans le cadre d'une école ménagère à l'orée des soubresauts de Mai 68 ?

Parce que c'était intéressant de visualiser le contraste entre une mentalité très patriarcale, qui régnait depuis des décennies, et l'explosion de Mai 68, justement ! Juliette Binoche incarne à la perfection cette directrice d'école qui enseigne à ses élèves – toutes des jeunes filles, évidemment – à bien repasser les chemises de leurs futurs maris et à bien leur faire la cuisine. Puis, qui tombe amoureuse, devient *borderline*, et comprend que c'est la fin d'une époque.

Ces écoles « ménagères » existaient-elles vraiment ? Avez-vous un peu grossi le trait ?

Il y a bien eu une époque où l'on enseignait aux jeunes filles à devenir des épouses parfaites. Autour de nous,

des témoignages directs attestent encore de cette époque, révolue mais pas si lointaine. Aux archives de l'INA, l'Institut national de l'audio-visuel», nous avons même déniché des documentaires étonnants sur ces écoles. Je me souviens de ma stupeur quand une présentatrice de l'époque racontait avec beaucoup de sérieux qu'une repasseuse digne de ce nom ne pouvait terminer ses deux années d'apprentissage que par la chemise de Monsieur. Ce qui consacrait en elle la bonne épouse par excellence. Dans le même registre, toujours à l'INA, il est possible de visionner des publicités des années 1960. Par exemple pour des lessiveuses. Expliquant que « maintenant que la lessive lui prendrait moins de temps, Madame aurait plus de disponibilités pour faire encore mieux la cuisine ou le nettoyage ». Et tout cela a à peine 60 ans. On revient de loin... Comme l'écrit l'historienne Rebecca Rogers : « L'éducation ménagère est le symbole d'un monde social où les



Les religieuses ont longtemps dirigé d'une main de fer les écoles de filles.

femmes sont clairement inférieures aux hommes, vouées à la gestion intérieure, laissant au sexe fort la gestion de la chose publique.»

Et ce système a-t-il implosé avec Mai 68, donc ?

Oui. Mais il y avait énormément d'écoles ménagères jusque-là. Quelques écoles plus bourgeoises, mais surtout des écoles de campagne, puisque la France était encore très rurale à l'époque. Il y avait Paris, et la province. Mai 68 va tout faire voler en éclat. C'est le point de départ d'une prise de conscience, qui accélère le mouvement d'émancipation des femmes.

#MeToo n'aurait-il donc rien inventé ?

C'est complémentaire de ce qu'il s'est passé juste après 1968. Là, les femmes avaient acquis des droits.

Mais elles mettront encore des décennies à pouvoir exercer proprement ces fameux droits. Et, surtout, à dépasser un certain patriarcat, voire carrément un machisme, encore très ancré dans la société. Un exemple au hasard : regardez simplement un salon de l'auto, avec des « hôtesse » à moitié déshabillées pour attirer le chaland vers de nouvelles voitures. Et, jusqu'à l'an dernier, ce n'étaient que des femmes qui portaient les panneaux avec les noms de pilotes sur les grilles de départ des Grand Prix de F1. Cela en dit long, non ?

Après des films comme *Séraphine*, *Le ventre de Juliette* ou *Sage Femme*, celui-ci traite encore d'émancipation féminine. Pourquoi ce fil rouge dans votre œuvre ?

C'est profondément lié à ma propre vie. Je me suis violemment opposé

à mon père, pour qui la domination masculine était légitime. C'est aussi cette opposition qui m'a poussé à quitter ma famille très jeune, et à faire les films que je fais. *La Bonne Épouse* est le film qui me ressemble le plus dans tout mon parcours. C'est plus engagé, même s'il fonctionne sur un ton plus léger. J'espère qu'il réussira un objectif double : sensibiliser à ce qu'il se passait avant, tout en poussant à la réflexion sur l'avenir des rapports hommes-femmes.

Vaste ambition. Mais un film peut-il changer la vie ?

Bonne question ! Je n'entends pas susciter la révolte avec cette *Bonne Épouse*. Mais je me dis que si quelques jeunes filles qui vont le voir sortent du cinéma avec la ferme intention de ne pas se faire « instrumentaliser » par des hommes dans leur vie au quotidien, j'aurai déjà gagné.

On le sait peu, mais, comme acteur, vous avez tenu un petit rôle dans *La Zizanie*, c'est un signe, non ?

On peut le voir comme ça, oui. C'est quand même une histoire où l'épouse, Annie Girardot, se rebelle contre son mari, Louis de Funès, en se présentant contre lui aux élections. À l'époque, je n'avais pas participé au film pour de hautes raisons philosophiques, mais plutôt parce que c'était un petit job, et que je n'en avais pas beaucoup. N'en reste pas moins que c'est un signe et qu'il y a une filiation avec *La Bonne Épouse* : le fait d'attirer l'attention

sur ce problème de société à travers un film léger.

Parce qu'un film « léger » reste encore le meilleur moyen d'attirer du monde en salles ?

On peut le déplorer, mais c'est le cas. C'est comme ça : majoritairement, le public veut être divertie et veut des stars. Voilà pourquoi j'ai travaillé sur le ton de la comédie, et pourquoi je suis très heureux d'avoir obtenu Juliette Binoche dans le rôle principal.

Bref, la fin justifie les moyens ?

C'est devenu le propre du cinéma actuel : un nom attire plus qu'une thématique, même rendue par d'excellents comédiens mais pas très connus. Alors, je joue le jeu. Ce qui ne m'empêche pas non plus de travailler, ici, avec de jeunes actrices très prometteuses mais encore inconnues. Le cinéma, c'est l'art de l'équilibre à tous les niveaux.

Justement, question d'équilibre, comment un projet tel que celui-ci a-t-il été considéré par le monde du cinéma, encore très masculin ?

Au moment de chercher des partenaires financiers, nous avons certes entendu des réactions du genre : « Ce sujet n'intéressera personne ! Un film sur des écoles de gonzesses... » Mais nous avons aussi trouvé de bons partenaires, conscients de l'enjeu sociétal du film. *La Bonne Épouse* est avant tout un film de son époque. 🍷



« La Bonne Épouse »
Fiction de Martin Provost
FR/BE • 2020 • 109'
Sortie le 11.03

Les engagements d'un franc-maçon

Secrétaire général de l'Office universitaire de recherche socialiste (Paris), Denis Lefebvre est chroniqueur au magazine *Historia* et auteur d'une vingtaine d'ouvrages dont un certain nombre sur la franc-maçonnerie. Parmi ceux-ci, *Socialisme et franc-maçonnerie. Le tournant du siècle (1880-1920)* et *Marcel Sembat. Franc-maçonnerie, art et socialisme à la Belle Époque*. Déclinant une nouvelle fois son sujet de prédilection, il nous livre ici un très intéressant essai sur les activités maçonniques du Belge Henri La Fontaine qui, on ne le rappellera jamais assez, reçut le prix Nobel de la Paix 1913. Dans un style vivant, grâce à l'étude d'archives inédites, Denis Lefebvre nous raconte comment Henri La Fontaine a mené deux combats principaux : l'entrée des femmes en franc-maçonnerie qui aboutira à la créa-

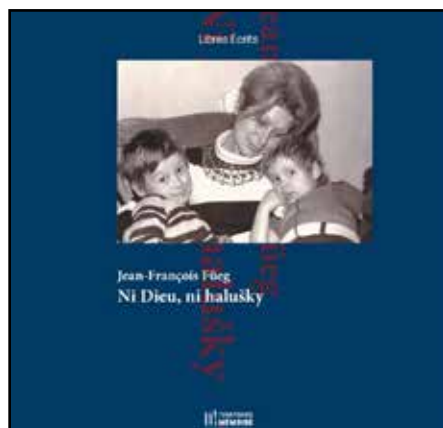
tion en Belgique de loges du Droit Humain, et bien évidemment le pacifisme, notamment en participant activement à la création de la Ligue universelle des francs-maçons. Synthèse de ces deux engagements, Henri La Fontaine créera au sein du jeune Droit Humain belge une loge simplement nommée La Paix, tout en restant un membre actif de sa loge



Une identité sur mesure

«L'intuition que notre famille souffrait de stress identitaire m'est venue vers 20 ans, sans que je puisse définir précisément les contours de ce mal.» Après *Les Oreilles des éléphants*, dans lequel il dressait avec finesse et subtilité le portrait d'une famille bourgeoise «parfaite», modèle indépassable de réussite, Jean-François Füeg poursuit ici son immersion dans la mémoire familiale. Il décrit cette fois encore les origines populaires et immigrées occultées avec opiniâtreté, le désir d'assimilation exacerbé. Mais, surtout, il nous révèle sa découverte du mensonge fondateur du récit de vie d'Annie, sa mère. Au-delà de son désir d'escamoter des origines honnies, elle s'inventa une identité fantasmée afin de surmonter un échec jugé invouable. Une mystification probablement élaborée dans le but de correspondre aux attentes supposées du milieu qu'elle souhaitait tant intégrer. Avec, sans doute, comme corollaire, la crainte chevillée au corps d'être un jour démasquée. «Elle qui mettait une énergie de tous les instants à nier ce qu'elle était, allait passer sa vie à prétendre

être ce qu'elle n'était pas.» Que faire lorsque l'on met à jour l'imposture, le secret opiniâtrement dissimulé? Chacun répondra à sa manière. Par le choix de l'écriture, geste libérateur entre tous, l'auteur nous invite à partager le cheminement intime de sa découverte, mais aussi



Les Amis philanthropes dont il fut deux fois Vénérable maître. C'est ce même engagement qui conduira Henri La Fontaine à créer, en 1914, la loge maçonnique Albert de Belgique alors qu'il est réfugié à Londres. Preuve, s'il en fallait encore, que l'homme ne se décourage jamais et que partout où il peut, il poursuit ses idéaux de fraternité humaine et de concorde universelle. (ds)



Denis Lefebvre, «Henri La Fontaine, franc-maçon», Bruxelles, Fondation Henri La Fontaine, coll. «Essais», 2019, 88 pages. Prix: 9 euros

les questions universelles qui y sont liées. Comment la transmission – ou plutôt ici, l'absence de transmission – influe-t-elle sur les relations familiales? Que transmettrons-nous à nos enfants? Comment se raconte-t-on? Dans quelle mesure notre existence est-elle influencée par celle de nos parents? Que faire de ce bagage familial parfois si lourd? Et surtout, comme l'indique Dominique Costermans, en postface, que faire de l'héritage biaisé transmis par un parent mythomane? Autant de questions auxquelles Jean-François Füeg apporte sa réponse personnelle dans ce récit prenant. (ac)



Jean-François Füeg, «Ni Dieu, ni haluſky», Liège, Les Territoires de la Mémoire, 2019, 87 pages. Prix: 9 euros

Plus frivoles qu'on ne le croit

Auteur prolifique malgré un emploi du temps de prime abord bien chargé, François De Smet décrypte avec malice, dans un dernier essai intitulé *Deus casino*, les conséquences de l'irruption du pastafarisme dans la gamme des religions qui s'offrent à nous. Amené à modérer un débat face à une salle dans laquelle bon nombre de participants se coiffent d'une passoire, il est surpris par le sérieux avec lequel les pastafariens s'impliquent dans ce qui est présenté comme une nouvelle religion. Et il décide alors de s'intéresser d'un peu plus près aux origines et *modus vivendi* du pastafarisme. De façon générale, l'auteur postule que c'est «grâce au recours inconscient au jeu que les croyants acceptent de suspendre leur jugement et croient». Y compris des histoires souvent abracadabrantesques. Mais la théorie d'un Monstre en spaghetti volant à la base de la création de notre monde vient ébranler cet édifice. Dans ce livre, François De Smet analyse avec finesse le coup tactique du fondateur du pastafarisme: «Suggérer, sans jamais l'énoncer explicitement, qu'entre un Dieu créant le monde en sept jours et un Monstre en spaghetti volant l'improvisant après avoir éclusé trop de bières, ne subsistent guère que des différences de temps écoulé, de reproduction symbolique et d'hégémonie culturelle, et non de différences de réelle vraisemblance.» Le résultat, ma foi plaisant, est immédiat: «Ce n'est pas le Monstre en spaghetti volant qui est mis au même plan que Dieu; c'est l'invraisemblance de l'existence de Dieu qui est mise à l'échelle de l'invraisemblance de l'existence du Monstre en spaghetti volant.» Et se pose alors la question: en fin de compte, toutes les religions n'ont-elles pas elles-mêmes été créées sur ce modèle? Et à partir de là, ce Monstre ne nous invite-t-il pas à nous interroger sur ce qu'est une religion «légitime»? (bvdsm)



François De Smet, «Deus casino», Paris, PUF, 2020, 242 pages. Prix: 18 euros

Que fait la police ?

Par Laurent de Sutter
Philosophe



Nous vivons dans des sociétés où la violence est partout sans être nulle part. Pourtant, nous avons le sentiment d'être en permanence les témoins d'une brutalité très concrète, très matérielle, très physique. Chaque jour, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, des images nous montrent combien la violence est partout – et combien des innocents en sont les victimes. Ces innocents, cependant, ne sont jamais nous. Il faut le reconnaître : la violence, dans nos vies, est avant tout une expérience esthétique. Mais cette expérience, précisément parce qu'elle est de nature esthétique, en dit long sur la manière dont le partage entre le visible et l'invisible se trouve remis en cause par les nouveaux dispositifs d'enregistrement et de diffusion des images. Ce qui, hier, aurait aussitôt disparu dans les poubelles de la rumeur possède aujourd'hui la chance d'une seconde vie, parfois plus intense, même, que la première. Or la grande leçon de ce spectacle de la violence est que contrairement à ce que nous pourrions imaginer, ses auteurs ne sont autres que ceux dont la mission semblait être de nous protéger de la violence. Désormais, les brutes qui tapent en tout sens, ce sont les policiers. Ils frappent dans les manifestations, ils frappent lors

d'interpellations, ils frappent, parfois, pour le simple plaisir de frapper, sans la moindre raison – et avec la bénédiction de ceux qui leur en donnent le droit. Car ces images, écœurantes, de manifestants énucléés, de passants tabassés, de journalistes ou de juristes intimidés, elles disent ce que nous refusons, par peur, de considérer : que la police n'est jamais police du peuple – mais qu'elle est police *du* peuple. Depuis la création du premier corps de police moderne, à Paris, à la toute fin du XVII^e siècle, la police a toujours été une manière pour les détenteurs du pouvoir d'assurer leur sécurité – tout en faisant croire que cette sécurité profiterait à tout le monde. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que rien n'était plus faux, et que la sécurité qu'on nous promettait n'était que celle de pouvoir se faire taper sur la figure sans réagir. Ce que les images de violence, maladroites et laides, que nous croisons dans les médias d'aujourd'hui nous expliquent, c'est que l'expérience esthétique que nous faisons à leur contact est l'expérience de l'horreur d'un monde policé – d'un monde fait pour la police. Cette horreur, elles la rendent visible à tous. Car, en réalité, nous sommes tous les victimes de la violence qu'elles illustrent. ✦





Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 BRUXELLES

Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif

Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématoire. Faites-vous membre

Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Film, émissions, expo... les bonnes énergies



CINÉ-DÉBAT

**CAOUTCHOUC
ROUGE
ROUGE
COLTAN**

19 MAI 2020

À LA CITÉ MIROIR (LIÈGE)
INFOS : ANIMATION@LHAC.BE

EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR
DE PIERRE GALAND
DE MIREILLE DAHAN
ET DE VÉRONIQUE DE KEYSER

UN FILM D'ANIMATION DE
JEAN-PIERRE GRIEZ
BE • 2018 • 32'

COPRODUCTION
LE VILLAGE DU MONDE,
CEPAG ET GSARA

LHAC

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brueker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Philippe Joisson

Graphisme

YEBOnographics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine
1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee





Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ AVRIL 2020

À LA TÉLÉVISION

Entretien avec Frédéric Martel

Présentation : Jean Cornil

Jean Cornil a rencontré Frédéric Martel, journaliste et écrivain français qui a mené une enquête de plusieurs années sur l'homosexualité au sein de l'Église. Extrêmement présente au Vatican, elle se cache derrière homophobie, avec de nombreuses conséquences sur la doctrine du catholicisme.

28'

Date	Heure	Chaîne
05/04	09H20	La Une
08/04	23H45	La Trois
11/04	10H30	La Une

Hshouma : portrait d'une femme libre

Présentation : Vinciane Colson

Rencontre avec l'artiste marocaine Zainab Fasiki dont le projet de BD *Hshouma* entend lutter contre les discriminations sexistes qui sont légion dans son pays. Un combat qui fait écho à ce que vivent aussi de nombreuses jeunes filles en Belgique, comme le montre le dernier sondage d'Amnesty International sur les violences sexuelles.

10'

Date	Heure	Chaîne
14/04	En fin de soirée	La Une
20/04	23H45	La Trois

Jeunes en errance : « incasables » ?

Présentation : Vinciane Colson

Ils ont entre 16 et 25 ans. On les surnomme les « incasables ». Confrontés à de nombreuses ruptures dans leurs parcours, ils perdent leurs repères et leurs points d'attache, glissant doucement vers la vie en rue. En Belgique francophone, plusieurs milliers de jeunes sont sans abri ou risquent de le devenir.

28'

Date	Heure	Chaîne
19/04	09H20	La Une
22/04	23H45	La Trois
25/04	10H30	La Une

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H 28'

La bienveillance à l'école, un moteur de réussite

Samedi 11 avril

TabooBreakers : quand des jeunes brisent les tabous

Samedi 18 avril

Faire association aujourd'hui, pourquoi et comment ?

Samedi 25 avril

EXPOSITION

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

GOULAG

VISAGES ET ROUAGES D'UNE RÉPRESSION

07 MARS



31 MAI



MUSÉE DE
LA RÉSISTANCE
ET DE LA
DÉPORTATION
DE L'ISÈRE
GRENOBLE
isère



MNEVA

Centre d'Éducation et de la Mémoire

Photo: © Guy Colletier / Yann Arp / L'Esprit européen - PIRELLA GÖTTSCHE LOWE / Jean-Michel Heine / Bureau de la Culture 11-15 / 400 Ligne / 01 02 31 00 00